

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 4 JUIN
 N° 201 1,50 F
 Belgique : 15 FB
 Commission Paritaire N° 56 942

**USINOR —
 DUNKERQUE :
 81^e MORT**
 Un ouvrier tué,
 un autre grièvement
 blessé

S.E.P. BORDEAUX :
 **Cinq licenciés
 pour fait de grève**

LES TRAVAILLEURS SE MOBILISENT

C'est le fait de répression le plus grave de toute la région qui se déroule en ce moment à la SEP (Société Européenne de Production) au Haillan dans la banlieue de Bordeaux. Cinq travailleurs sont licenciés et quinze autres sur le point de l'être. Motif avancé : fait de grève.

Il y a une quinzaine de jours, se terminait une lutte longue de trois semaines contre le licenciement arbitraire d'un travailleur. Lundi dernier, la direction annonçait son attention de se débarrasser des militants et travailleurs qui avaient dirigé cette lutte. Elle ne se camouflait même pas derrière un prétexte quelconque mais disait clairement que ces sanctions étaient prises pour fait de grève. C'est un pas de plus dans la remise en cause du droit de grève des travailleurs.

Parmi les cinq licenciés, il y a le représentant

CFDT au Comité d'Entreprise, le délégué syndical, et, un délégué du Comité d'Entreprise. L'un d'eux est en même temps membre du bureau du syndicat des métaux de la Gironde et membre du bureau de l'UD.

La riposte n'a pas tardé ! Des tracts étaient distribués par les sections syndicales de la SEP qui faisaient le lien avec la répression à B.E., à Paris-Rhône... et insistaient sur la nécessité d'un combat au niveau national pour faire échec à cette répression.

Dans les trois usines de la SEP, des débrayages ont lieu, une manifestation était appelée hier soir, à Bordeaux, et déjà, la section CFDT de la poudrière appelle à la constitution d'un comité de soutien.

Les travailleurs de la SEP ne se laisseront pas faire. Ils ont l'habitude de la lutte contre la répres-

sion. Déjà, en 73, ils avaient obligé le patron à réintégrer six de leurs camarades qu'il voulait licencier.

Bourgogne-Electronique, Câbles de Lyon, SEP, la riposte contre la répression, contre les atteintes aux libertés démocratiques prend de l'ampleur. Les travailleurs prennent l'offensive ! Il faut coordonner ces ripostes au niveau national pour une lutte d'ensemble contre la répression !

Affaire Ceccaldi

**Préavis
 de grève
 du syndicat
 de la
 magistrature**

Le substitut Etienne Ceccaldi a été entendu jeudi par la commission de discipline d'Aix en Provence, pour que lui soit notifiées les conséquences de son refus de sa « promotion » à Hazebrouk.

Hubert Dalle, un des responsables du syndicat de la magistrature, a déclaré : « Nous n'avons déposé un préavis de grève. Pourquoi cette décision ? La situation est très grave. Il ne faut pas de pression sur le juge, ni qu'on le mute parce qu'il s'attaque aux puissants ».

Ceccaldi a annoncé qu'il avait envoyé à Lecanuet une lettre où il rendait compte, avec de nombreuses pièces justificatives, les pressions qui avaient été exercées contre l'information ouverte à Marseille sur les agissements des compagnies pétrolières. Mais il se refuse, pour l'instant, à toute divulgation sur ce dossier.

LIBAN LA RESISTANCE S'ORGANISE



Après leur grande intervention de ces deux derniers jours, les troupes syriennes ont arrêté leur avancée. La Syrie dit qu'elle n'a pas l'intention de continuer jusqu'à Beyrouth, ses troupes se sont arrêtées à 30 km de la capitale, un peu à l'Ouest de Chtaura. Au nord, les troupes se sont arrêtées au nord de Tripoli et au sud, elles entourent la ville de Saïda. Pour que la Syrie avance plus

en direction des trois villes, il faut qu'elle s'oppose à la résistance qui s'organise face à son intervention. Entre Chtaura et Beyrouth, il y a le grand barrage de Aley, que les forces patriotiques et la population ont organisé. A l'entrée de Tripoli, il y a aussi un grand barrage. Pour passer, les forces syriennes devraient commettre des massacres.

voir p. 7

Rencontre Marchais-Berlinguer

A LA CROISÉE DES COMPROMIS

Hier soir, Porte de Pantin, se déroulait un meeting auquel participaient Georges Marchais et Berlinguer, secrétaire général du P«C».

Il s'agissait pour les deux partis de symboliser les bonnes relations qu'ils entretiennent. Ce meeting fait suite à celui organisé par le P«C»F avec la participation de Santiago Carillo, secrétaire général du P«C»E. Et ce, au moment où la préparation de la Conférence des partis révisionnistes européens connaît de nombreux obstacles et dissensions à Berlin-Est. Ces meetings s'inscrivent dans une stratégie commune aux P«C»

voir p. 3



français, italiens et espagnols : celle de l'affirmation d'une force révisionniste ouest-européenne, relativement autonome d'avec le social-impérialisme, liée par des projets politiques similaires d'instauration d'un capitalisme d'Etat, même si les moyens d'arriver au pouvoir ne sont pas les mêmes (« union de la gauche » ou « compromis historique »)... Qui plus est, l'existence d'une telle force pourrait être un moyen pour le P«C» de rivaliser avec le PS, dans la mesure où, en Italie, on assisterait à une solution parlementaire bourgeoise à la crise au sein de laquelle le P«C» aurait la prépondérance.

**Tribune
 préparatoire
 au II^e Congrès
 du PCRml
 voir p. 2**

- Séguy à la télé : une nouvelle tactique pour un même projet p. 4
- Danzas : 150 travailleurs au tribunal p. 5
- La Corse en colère
- L'incendie au bd Sébastopol p. 6
- Espagne : Juan Carlos aux USA p. 7
- Où va l'Allemagne : les vieux démons toujours présents ! p. 12



TRIBUNE DU 2^e CONGRÈS DU PCRml

SUR "LA QUESTION REGIONALE"

Cher camarade,

Après avoir pris connaissance du Projet de Programme, j'ai constaté qu'une fois de plus, le PCRml se taisait sur la question des minorités ethniques. Il est grand temps à mon avis que le PCR précise sa position face à un problème contemporain dont l'existence et l'extrême importance ne peuvent pas être niées, et ceci pour un certain nombre de raisons.

Si on prend l'exemple de la France, on remarque que :
- Sa situation actuelle des peuples minoritaires de l'hexagone est très grave sur le plan politique, éco-

nomique, social et culturel.

- Les peuples minoritaires prennent de plus en plus conscience de leur appartenance à une ethnie particulière. Cette prise de conscience donne naissance à des luttes d'importance croissante.

- Il est évident que ces luttes sont liées au combat de l'ensemble du prolétariat hexagonal car elles visent à détruire une même source d'oppression : la bourgeoisie et le capitalisme. L'aspect des luttes ouvrières et paysannes le démontre quotidiennement.

- Actuellement la bourgeoisie fait régner une grande confusion dans l'esprit de la population

hexagonale en ce qui concerne la nature du combat et des revendications des minorités. Cette tactique permet à l'état bourgeois de «justifier» et «légaliser» son attitude oppressive et répressive.

- Enfin, ce qui est vrai pour la France, seul Etat d'Europe à refuser la reconnaissance de l'existence des peuples minoritaires (parlant de «région» lorsqu'il faut parler d'«ethnie») est vrai pour tous les Etats du monde n'ayant pas résolu de manière positive le problème des minorités ethniques. (Il semble que seule la Chine soit parvenue à une solution positive).

Pour les diverses raisons énumérées précédemment, il est grand temps que le PCR prenne en considération le problème des minorités ethniques :

- en analysant clairement la situation actuelle des minorités ethniques en France et ailleurs

- en précisant la place occupée par le combat des minorités aux côtés des luttes des peuples du monde, donc en présentant un axe de lutte

- en présentant un projet d'organisation de l'Etat français par rapport aux nations minoritaires dans le cadre d'un régime socialiste.

Amicalement
Un lycéen breton

«Régions», «minorités nationales», «peuples minoritaires», «minorités ethniques», «nationalités»... Ce foisonnement de termes prétendant caractériser cet aspect important des luttes populaires contre la bourgeoisie française que tu soulignes, montre pour le moins la confusion qui règne à ce sujet.

Deux points sont à distinguer :

- la question régionale telle que la conçoit la bourgeoisie, qui a pris les noms «régionalisation», «décentralisation», «déconcentration» ;

accrus au dispositif policier de répression contre la Résistance. Ces «régions», supprimées en 46, furent rétablies en 47, pour organiser la répression des grandes grèves qui éclatèrent alors. Par la suite, en 55, la notion fut étendue au domaine économique, car il était nécessaire de disposer d'un cadre administratif pour la réalisation des grands projets d'aménagement du territoire et d'équipement. La nécessité de cet instrument pour la bourgeoisie a abouti à une série d'extensions des régions, en

attribution de pouvoirs de plus en plus grands aux préfets de régions, tout particulièrement pour la répression. Jusqu'alors, la bourgeoisie dans ce domaine, s'adaptait principalement à la contradiction globale bourgeoisie-prolétariat, et à la concurrence inter-impérialiste.

L'élection de Giscard, l'entrée dans une période de crise politique prolongée a modifié les données du problème : Chirac, en expliquant

pouvoirs entre les mains des préfets de région s'est poursuivie et la question des régions est devenue le thème de discours ou de mesures prises au jour le jour pour tenter d'étouffer les luttes populaires (continuité territoriale, pour la Corse, accordée après Aléria...).

Il - Les luttes populaires, particulièrement en Bretagne, dans le Languedoc-Roussillon et en Corse, ces dernières années ont pris un caractère nouveau, remettant en cause la centralisation capitaliste. L'exode massif auquel le capitalisme accule les jeunes travailleurs de ces régions, hier admis comme une fatalité, est aujourd'hui refusé. Le mot d'ordre «travailler, vivre au pays» est largement repris. Ces mêmes plans d'aménagement régionaux (transformation de la Corse et du Languedoc-Roussillon en parcs touristiques européens, liquidation de la petite paysannerie de ces régions), qui, lors de leur mise en œuvre n'avaient pas suscité de luttes d'ampleur, sont aujourd'hui rejetés, entraînant une violente répression de la bourgeoisie. Aléria et Montredon en sont la conséquence.

C'est donc directement la domination du capitalisme qui est ainsi remise en cause. Là se trouve le fondement de l'unité profonde qui existe entre les luttes qui s'amplifient à l'échelle du pays.

Pour cette même raison, produit d'une situation historique, il serait faux d'y voir les ferments de «luttes de libération nationale». La thèse de la «libération nationale», à laquelle aboutissent certains en partant de l'existen-

**COMMENT PARTICIPER
À LA TRIBUNE ?**

A l'occasion de la préparation du 2^e Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquies de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti !

**POUR VOUS PROCURER
LE PROJET DE PROGRAMME
COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7
5 F + 2 F de port**

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
(Mars 1976)

N° 7 Nouvelle Série MAI 1976 5 F



- le caractère spécifique que prennent les aspirations révolutionnaires des masses dans un certain nombre de «régions», caractère directement lié à la politique d'oppression suivie par la bourgeoisie française à leur égard depuis sa constitution en classe dominante.

I - C'est sous l'occupation nazie que le mot régionalisation a fait son apparition : il s'agissait de créer des «régions» donnant des moyens

1960, en 1964, pour atteindre un point culminant avec la loi du 5 juillet 72, qui reprenait, sous une forme légèrement édulcorée le projet de De Gaulle en 69. Sans entrer dans le détail de ces modifications, on peut en donner deux caractérisations : affaiblissement de l'instrument administratif appliqué au domaine économique (planification, réalisation de plans régionaux correspondant au schéma d'aménagement du territoire suivi par la bourgeoisie), et

qu'il n'était pas question de régionalisation, mais de «déconcentration», Giscard en indiquant qu'il n'était pas question d'ajouter un «quatrième pouvoir» aux trois existants (communal, départemental, national), ont arrêté l'évolution précédente. La période des grands plans d'aménagement régionaux est résolue et les restructurations capitalistes actuelles s'opèrent le plus souvent à l'échelle nationale. Par contre, la concentration de

ce d'un «peuple breton» ou d'un «peuple corse», est infirmée par le caractère même des luttes populaires. La période historique où des luttes se développent est celle de la crise politique de la bourgeoisie française, et non celle de l'apparition de «bourgeoisies nationales» dans ces régions. Et l'ouverture de cette crise doit aboutir à la destruction du pouvoir de cette bourgeoisie.

La tâche du prolétariat révolutionnaire est bien de fonder en une volonté unique toutes les aspirations révolutionnaires des masses, d'unifier toutes les luttes qui remettent en cause la domination de la bourgeoisie.

Et c'est précisément l'issue de cette lutte qui permettra d'en finir avec le modèle centraliste bourgeois. C'est dans le processus même de la Révolution que se précisera «l'organisation de l'Etat français par rapport aux nations minoritaires» (selon le terme que tu emploies). La rupture avec le centralisme bourgeois pourra être une forme fédérative du pouvoir révolutionnaire. C'est pourquoi l'objectif d'une «Fédération Socialiste des Ouvriers et des Paysans de France» sera discutée au Congrès de notre Parti.

Eric BREHAT
Journaliste du
Quotidien du Peuple

Rencontre Berlinguer-Marchais

A LA CROISEE DES COMPROMIS

Un nouveau drapeau flotte sur l'Élysée



C'est le drapeau de Giscard. Le faisceau du licteur romain a déjà été l'emblème des fascistes italiens sous Mussolini, et de la francisque, sous Vichy.

La francisque était une décoration obtenue pour bons et loyaux services à Vichy, qu'il fallait demander, sous le parrainage de deux collaborateurs patentés. Ce que fit le père de Giscard, avec pour parrains des rédacteurs du torchon nazi «Je suis partout».

Alors que De Gaulle (qui avait la croix de Lorraine) et Pompidou (ses initiales) avaient réservé ces emblèmes à leurs voitures, pour Giscard, il faut en plus le mettre sur l'Élysée.

Des milliers d'affiches, sur les murs de Paris et de sa banlieue, pour annoncer la rencontre Marchais-Berlinguer à la Porte de Pantin, hier soir. La veille et le jour même, le journal «l'Humanité» en avait fait la «une» afin d'être sûr, qu'il ne passerait pas dans l'indifférence générale. Le P«C»F accorde une grande importance à ce meeting. Dans l'éditorial de «l'Humanité», Marchais affirmait hier qu'il s'agissait de riposter «aux déclarations inqualifiables de Giscard d'Estaing qui a contesté au peuple italien le droit de trouver une issue démocratique à la crise et de se prononcer pour un gouvernement auquel participeraient les communistes».

En fait, les véritables enjeux sont autres. Marchais, dans le même papier, parle des «objectifs communs» aux deux partis révisionnistes : «battre les forces réactionnaires, ouvrir des voies nouvelles à la lutte pour la transformation démocratique de la société». Marchais fait ici référence aux termes du communiqué commun P«C»F-P«C»I de mai 1973, qui affirmait que les deux partis recherchaient «des initiatives communes des partis communistes et des partis socialistes ainsi

que des forces représentatives des masses populaires catholiques».

Après le meeting commun avec Carillo du P«C»E, le rassemblement d'hier soir, à la porte de Pantin, s'inscrit dans le projet du P«C»F de constituer, avec les autres partis, une force ouest-européenne révisionniste, liée par un projet similaire de capitalisme d'état, et qui pendrait quelques distances avec le social-impérialisme. L'existence d'une telle force, formalisée par des échanges réguliers entre les partis révisionnistes, et doublement importante pour le P«C»F.

D'abord, dans cette force, le P«C»I apporte le poids d'une certaine «crédibilité» d'une solution de «gauche» à l'usure des partis bourgeois au pouvoir. A quelques jours des élections en Italie, que le P«C»I peut remporter, les déclarations de certains porte-paroles de la bourgeoisie, comme Agnelli, se multiplient pour affirmer que l'arrivée du P«C»I au pouvoir dans le cadre du «compromis historiques», ne serait pas une catastrophe pour le capi-



talisme monopoliste d'Etat italien. D'où les déclarations de Marchais annonçant la campagne, visant à opposer les deux partis révisionnistes : le P«C»F aimerait bien voir rejaillir sur ses propositions politiques un peu de la «crédibilité» que la bourgeoisie, en Italie, accorde à celles de Berlinguer.

Ensuite, la constitution d'une force révisionniste européenne peut aider le P«C»F dans sa rivalité avec le PS. En effet, si le PS de Mitterrand est en France, aujourd'hui, le principal parti d'opposition parlementaire bourgeoise, c'est, en Italie, le P«C» qui joue ce rôle. Pour Marchais, développer ses liens avec le P«C»I permet de répondre à Mitterrand, qui, lors des évé-

nements du Portugal, avait opposé le P«C»I de Berlinguer, qui apportait son soutien à Soarès, au P«C»F qui se déclarait solidaire du parti de Cunha. Dans le cadre de l'Union de la «gauche», Marchais compte bien jouer de l'exemple italien, premier exemple, en Europe, d'une arrivée au pouvoir de la «gauche» au sein duquel le parti révisionniste aurait la prépondérance politique.

D'où l'aspect «internationaliste» que l'«Humanité» prétend donner à cette rencontre. Un «internationalisme» de partis révisionnistes, soucieux de discuter de leurs intérêts électoraux, et non de développer les luttes des ouvriers italiens et français pour trouver une issue révolutionnaire à la crise.

Aussi Marchais a-t-il jeté un voile pudique sur les divergences qui subsistent entre les deux partis révisionnistes, sur certaines questions : l'Europe, le parlement européen - auquel le P«C»I a annoncé qu'il présenterait des candidats en cas d'élections au suffrage universel, position du PS français - ou l'appartenance à l'Alliance Atlantique, que Berlinguer maintiendra, pour rassurer Kissinger, et que Marchais dénonçait encore, il y a peu comme étant une menace dirigée vers l'URSS.

Quoi qu'il en soit, hier soir, Marchais et Berlinguer chantaient à l'unisson, espérant ainsi endormir les travailleurs de leur pays.

Camille NOËL

PLUS-VALUES : RIEN NE VA PLUS

Le petit monde étriqué des parlementaires bourgeois était grandement agité, hier. Il est vrai que les contradictions apparues à l'occasion de la discussion du projet de la loi des plus-values dans le camp de la «majorité» n'ont pas trouvé, hier, de solution.

En effet, ce n'est que mardi prochain que les articles du projet de loi seront discutés. D'ici mardi, l'UDR espère que les députés de la majorité s'entendront sur un texte de compromis, qui puisse satisfaire toutes les tendances de la «majorité». Chirac, qui devait recevoir hier soir les chefs des groupes parlementaires de la «majorité» affirmait qu'il se réservait le droit d'intervenir

de nouveau à l'Assemblée, et qu'il souhaitait «aboutir à un texte qui assure la cohésion de la majorité». C'est ce que réclamait Hector Rolland, député UDR, qui, dans la soirée, s'en était pris violemment à Fourcade en le menaçant de ne pas voter le texte tel qu'il est aujourd'hui. Devant une telle menace, le gouvernement parle d'un vote bloqué du texte, que l'UDR ne pourrait discuter article par article, et serait donc obligée de voter tel quel, sous peine de mettre le gouvernement en minorité. Le week-end sera consacré, du côté de la majorité, à bâtir un nouveau texte, à coup de concessions réciproques. Prix qu'il faudra payer pour ravalier la façade unitaire de la «majorité».

Défense intégrée

GISCARD CONFIRME

«Propos de bon sens», a dit Giscard de l'article du Général Méry dans la revue «Défense Nationale». Malgré les remous que cet article a provoqués jusque dans la coalition gouvernementale, Giscard intervient devant l'Institut des hautes études de défense nationale pour appuyer les orientations : abandon de la dissuasion nucléaire, intégration du dispositif militaire français dans celui du pacte atlantique.

«Tous les conflits qui se sont produits depuis la dernière guerre n'ont jamais comporté jusqu'ici l'usage du dispositif nucléaire, ni même l'éventualité de son usage». Quant au risque de conflit le plus important, il provient de la «tension Est-Ouest», qui «conduit à envisager l'hypothèse d'un conflit relativement classique». Et dans ce conflit entre les super-puissances, la France sera, selon Giscard, nécessairement entraînée dans un camp : «Dans l'hypothèse d'un conflit en Europe... il n'y

aura qu'un seul espace, et l'espace français sera, dès le départ, dans l'espace de la bataille qui sera générale». Certains commentateurs, comme «Le Figaro», ont beau rappeler les engagements que De Gaulle avait pris vis-à-vis de l'Alliance Atlantique, il est pourtant clair qu'il ne reste pas grand chose des déclarations gaullistes sur l'indépendance nationale. L'explication, c'est Giscard qui nous la donne : la France est une puissance secondaire, et «notre ambition en matière écono-

mique comme en matière de défense doit être que la France soit à la tête de ce groupe» des puissances secondaires. Abandon d'une défense nationale indépendante et de la dissuasion nucléaire, intégration de l'armée française dans un bloc dirigé par l'impérialisme US, participation de la France à une prochaine aventure impérialiste, voilà les risques que font planer les orientations giscardiennes, et que le peuple de France ne saurait accepter. Mais pourtant, malgré les déclarations démagogiques de différents politiques, cette politique est la seule que puisse mener aujourd'hui la bourgeoisie impérialiste française : réduite à une puissance de second ordre, qui subit les pressions des deux super-puissances, les menaces que fait peser l'URSS sur l'Europe incitent aujourd'hui la bourgeoisie fran-

çaise à rechercher la «protection» des USA. Mais le peuple de France ne peut accepter de concession de l'indépendance nationale : pour instaurer son pouvoir, il devrait d'abord débarrasser notre pays de toute main-mise étrangère. ● SUÈDE : Une nouvelle loi vient d'être votée. D'après cette loi, les ouvriers pourront intervenir dans toutes les décisions de l'entreprise. La Suède inspire les réformes qui sont mises en place en France et dans d'autres pays européens, sur les conditions de travail. Celles-ci avaient été sanctionnées, il y a deux ans par une importante grève de mineurs à Kiruna.

LUTTES OUVRIÈRES

Séguy à la télé

UNE NOUVELLE TACTIQUE POUR UN MEME PROJET

Séguy, secrétaire général de la CGT, était l'invité d'Antenne II, mercredi soir. Aux questions des journalistes sur la vie de la Confédération et sur les liens qui unissent la direction confédérale au parti révisionniste, pas de quoi s'étonner : on n'a entendu, une nouvelle fois, que les réponses habituelles et hypocrites sur la «volonté démocratique et indépendante» de la CGT et sur le «respect total des courants et opinions politiques dans le syndicat». Ce qui, au demeurant, n'empêchait pas Séguy, quelques minutes plus tard, d'assortir ses remarques sur le récent Congrès confédéral de la CFDT d'une de ces condamnations dont il est coutumier contre la «pénétration gauchiste» dans le mouvement syndical, s'honorant que l'opposition à la direction confédérale n'avait recueilli que 0,4 % des mandats au 39^e Congrès de la CGT !

Mais, le plus intéressant consistait sans nul doute dans les réponses ou les sous-entendus aux questions sur les problèmes d'actualité. C'est dans ces réponses que peut se dessiner l'amarce d'une nouvelle tactique de la direction de la CGT par rapport aux luttes nombreuses de la classe ouvrière, tactique qui n'est certainement pas sans relation avec les difficultés présentes du P«C»F face aux échéances électorales à venir.

A la question : «Ne



vous ne pensez pas que les gens sont fatigués d'être mobilisés trois fois par an sur les revendications ?», Séguy apporte une réponse embarrassée : «Sur les questions de l'action, dit-il, on n'a jamais atteint la perfection...», obligé par là de reconnaître l'échec des journées d'action et leur désaveu par les travailleurs. Les travailleurs ont fait l'expérience de l'inutilité de ces prétendus «temps forts» de l'action, ils exigent d'autres rapports de force, d'autres moyens de lutte plus conséquents. Alors, finies ces journées d'action à répétition ?

Mais ce qui est de nature à inquiéter plus

encore Séguy, ce sont les conséquences pratiques de cette «lassitude» des travailleurs face au vide des perspectives d'action confédérales et à leur incapacité à construire les rapports de forces nécessaires que réclame la combativité ouvrière : à preuve, le recul de 12 % de la CGT aux élections professionnelles à Renault-Billancourt. «C'est un coup de sonnette d'alarme que les travailleurs nous envoient, avoue Séguy, si cela se produisait dans toutes les entreprises, cela nous poserait de gros problèmes».

Les travailleurs de Renault ont toutes les raisons d'être sévères à l'égard de la direction révisionniste de la CGT : par trois fois en six mois, à l'atelier des presses en décembre, puis chez les pistoleteurs, et dernièrement encore à l'atelier des fonderies, dans chacun de ces secteurs, les ouvriers ont engagé des luttes résolues ; et les gens du PCF dans la CGT ont cassé leurs espoirs que leurs grèves trouvent le soutien nécessaire, notamment par l'extension de la lutte, auprès de leurs camarades de la Régie.

Alors, tirant les leçons de ce bilan négatif pour la confédération, parlant de «sortir du cadre traditionnel des luttes» et même, de «laisser l'initiative aux militants localement», Séguy laisse-t-il entendre que la confédération va favoriser l'émergence d'un mouvement d'ensemble ?

Certes non, puisque ces «initiatives mobilisatrices» se résument à un rassemblement des travailleurs licenciés le 24 juin chez Durafour à Saint Etienne, une réédition, en plus petit, du rassemblement sans lendemain le 10 juillet dernier sous la tour Eiffel !

Après avoir regretté trop d'ambiguïté de la part

de la direction de la CFDT dans son soutien au Programme Commun, Séguy est conduit à expliquer ce que serait son attitude dès l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de «gauche» : « Nous demandons tout de suite à rencontrer le premier ministre pour discuter avec lui des mesures que compte prendre le gouvernement.

Si nous rencontrons de la part du gouvernement la volonté de respecter ses engagements, il pourra être sûr de trouver en nous un soutien des plus résolus. Au contraire, si le gouvernement devait saisir tous les prétextes pour nous demander d'attendre et nous tenait le même langage que le gouvernement de droite aujourd'hui, il serait sûr de rencontrer notre opposition toute aussi résolue. Ce serait le conflit ! » Voilà Mitterrand prévenu ! Au cas où son parti, seul ou largement majoritaire dans une coalition «de gauche», accèderait au pouvoir, la direction de la CGT entend bien se servir du mouvement de la classe ouvrière pour faire prévaloir les vues et les désirs du parti révisionniste !

On comprend mieux l'embarras de Mr Séguy à la vue de cette désaffection des travailleurs pour les journées d'action et de la baisse de crédit de la CGT dans un certain nombre d'entreprises. Tout cela n'est pas de bonne augure pour la réalisation des projets révisionnistes. Dans les luttes qu'ils développent, les travailleurs manifestent leur volonté de se dégager de la tutelle du PCF, de prendre en mains leurs luttes. Quand Séguy s'alarme des 40 % d'opposants au Bureau National de la CFDT, c'est bien par peur que les travailleurs, tant dans les rangs de la CGT que de la CFDT, ne développent les options syndicalistes révolutionnaires, et donnent à leurs luttes un débouché tout autre que le Programme Commun !

Julien LEBLOND

MAIRE-SÉGUY QUERELLES DE FAÇADE

Maire a mal pris les déclarations de Séguy à Antenne II qui soulignaient les difficultés internes de la CFDT et se prévalait de la grande unité régnant dans son syndicat : seulement 0,4% d'opposition au dernier congrès contre 40 % dans la CFDT. La direction de la CGT demande en clair à la direction de la CFDT de se débarrasser totalement des syndicalistes qui s'opposent à la ligne du Programme Commun et luttent pour un syndicat qui réponde aux aspirations révolutionnaires des travailleurs et les organisent pour la lutte. L'importance du courant d'opposi-

tion syndicale dans la CFDT inquiète Séguy qui y voit une menace pour ses positions dans la classe ouvrière.

A ces attaques, Maire a répliqué en accusant Séguy de «caricaturer le congrès de la CFDT». Il a reproché à Séguy d'avoir gonflé l'importance de l'opposition à la ligne confédérale dans la CFDT. Et il s'est félicité de l'esprit de «responsabilité» qui prédomine dans la CFDT et du rejet des positions révolutionnaires. Enfin, Maire a déclaré que dans ces conditions, l'unité syndicale était remise en question et il a appelé les travailleurs à agir

pour «ramener la CGT dans le droit chemin». On se souvient qu'au moment où des syndicalistes avaient été inculpés devant la Cour de Sécurité de l'Etat, Maire avait, dans un premier temps, riposté aux attaques de la CGT pour finalement céder à ses mises en demeure, ce qui s'était traduit par la condamnation des positions révolutionnaires à l'intérieur de la CFDT.

En fin de compte, Séguy et Maire derrière leurs querelles sont d'accord sur un point : combattre dans leurs organisations les opposants au programme commun.

13 ouvriers brûlés à la SAF (Hagondange)

LA JUSTICE ACCUSE... LES OUVRIERS !

En Janvier 74, treize ouvriers de la SAF (Société des Aciers Fins de l'Est) à Hagondange, avaient été brûlés par des projections de métal en fusion lors de l'explosion d'une lingotière. L'enquête avait abouti à l'inculpation de deux membres de cette entreprise, un agent de maîtrise et un ouvrier. Hier, ils comparaissaient devant le tribunal correctionnel de Metz.

A l'appel de la CGT et de la CFDT, deux cent cinquante travailleurs ont déclenché une grève de 24 H à l'occasion de ce procès. Une centaine d'entre eux se sont rendus au tribunal pour apporter leur soutien aux inculpés.

Les travailleurs voulaient, par ce mouvement, protester énergiquement contre l'inculpation injus-

tifiée de leur camarade. Tous les jours, des ouvriers sont tués, mutilés, à cause du manque de sécurité et des mauvaises conditions de travail dans lesquelles les capitalistes les obligent à travailler. C'est le cas aussi à la SAF ! Treize ouvriers sont brûlés et qui accuse-t-on ? Les ouvriers eux-mêmes ! Accuser les travailleurs pour essayer de faire oublier

leur responsabilité, voilà le projet des patrons de la SAF !

Cette tactique vise aussi un autre but : détourner l'attention, faire oublier que pendant ce temps, les mauvaises conditions de travail et le manque de sécurité continuent d'exister dans l'usine, en parti-

culier en raison de la mauvaise conception des installations.

Mais, ces manœuvres tournent court, car les travailleurs grévistes de la SAF avaient également mis au centre de leur mouvement l'exigence de la sécurité dans le travail.

Corresp Hagondange

LA ROCHELLE : LE PATRON ORGANISE UN VOTE POUR LA REPRISE, LES TRAVAILLEURS BRÛLENT LES BULLETINS !

Depuis mercredi, des négociations entre patronat et syndicats ont lieu à la Préfecture de La Rochelle. Elles finiront probablement demain soir. Ces négociations se font usine par usine suivant la plate-forme commune des huit entreprises de la métallurgie. On sait d'ores et déjà, que chez Alsthom après cinq heures de discussions, Brun, directeur de l'usine a joué une fois de plus la provocation en donnant seulement 60% du salaire remboursable en un an, une journée payée pour la semaine de la voile et en ne retenant pas les jours de congés du mois de mai. En même temps, la direction de chez Alsthom envoyait deux bulletins de vote à chaque membre du personnel afin qu'ils participent à un scrutin pour ou contre la reprise du travail. Les travailleurs sans attendre, se sont réunis devant l'usine pour brûler tous ensemble leurs bulletins de participation. Tous les travailleurs de la métallurgie attendent la fin des négociations pour décider ensemble du mouvement à mener. Les travailleurs de chez Alsthom, après le résultat de la discussion du patronat avec les syndicats, ne sont pas prêts à reprendre le travail !

Corr. La Rochelle

81^e MORT A USINOR-DUNKERQUE

Hier après-midi, à 15 h 30, un très grave accident du travail s'est produit aux Acieries d'Usinor-Dunkerque. L'effondrement d'un échafaudage qui a occasionné la mort d'un ouvrier ; un autre a été grièvement blessé. La colère est grande devant ce 81^e assassinat du capital, depuis la création du complexe sidérurgique. La CGT a demandé l'ouverture d'une enquête. Depuis quelques mois, on parle de reprise économique à Usinor. Comme on le constate dramatiquement aujourd'hui, une fois de plus, la reprise, c'est celle de l'exploitation et des crimes du capital !

LUTTES OUVRIÈRES

Transports Danzas

150 TRAVAILLEURS DEVANT LE TRIBUNAL

Des dizaines de camions bleus et jaunes immobilisés le long du boulevard Poniatowski, des dizaines d'autres vides comme les premiers dans la cour de l'entreprise Danzas. Une banderole résume la situation : «Danzas en grève». C'est en avril que tout a débuté : les sections CGT et CFDT déposent un cahier de revendications : 200 F pour tous, mensualisation après 6 mois de travail. C'est le refus. Tout ira très vite alors. Un préavis de grève est déposé. La direction propose 3% en juin. L'A.G. des travailleurs donne sa réponse : c'est non. La décision du coulage des cadences est prise. La direction embauche des intérimaires. C'est la grève totale.

Danzas emploie une majorité de travailleurs immigrés. Depuis des années, c'étaient les salaires de misère : 1.550 F pour 40 heures, les conditions de travail qui empiraient : tour de reins, pieds écrasés, etc. Le chantage à la crise et à la reprise a fonctionné en alternance : «Nous avons gagné un client, nous en avons perdu un». Depuis 72, il n'y avait pas eu de lutte. Le taux de syndicalisation était faible. Mais voilà que le 17 mai, la lutte s'engage.

HUISSIER, PHOTOGRAPHE ET VIOLENCE DES CADRES

Elle risque de donner des idées dans les autres boîtes de transport. Alors dès le départ, c'est l'intimidation, la violence des cadres qui tenteront à plusieurs reprises de briser la lutte en chargeant eux-mêmes les marchandises dans les camions. Dès les premiers jours, les grévistes s'opposent à ces sales besognes en s'asseyant massivement sur les marchandises. La direction fera venir alors un huissier, qui notera des noms à l'encre rouge, ainsi qu'un photographe. Un travailleur sera bousculé violemment par le chef du personnel : 8 jours d'arrêt. Mais les travailleurs tiendront bon et la marchandise ne sortira pas. La totalité des délégués CGT et CFDT sera alors traduit devant le tribunal. Deux ou trois seulement s'y rendront pensant à juste titre que le problème principal était de garder l'usine : «Il était préférable de ne pas dégarnir les quais» nous dira un délégué CGT. La détermination des grévistes fera que le tribunal ne prononcera pas l'expulsion demandée.

Depuis l'occupation a continué. Personne n'est décidé à s'arrêter. Alors, la direction vient de prendre sa décision : 150 travailleurs sont traduits devant le tribunal de Paris à 16 heures aujourd'hui !!! Le mot «expulsion» est sur

toutes les lèvres. Ici, on commence à s'y préparer. Déjà, il est prévu que personne pratiquement ne s'y ren-



de. La nécessité de centrer ses efforts sur l'occupation des quais est très bien vu. «Mais ils nous expulseront d'autant plus facilement que notre lutte restera localisée. Il faut donc contacter la population, ce qui est prévu.

LE PCF : «CA VA ETRE UNE NOUVELLE BOURGEOISIE, C'EST TOUT»

Mais comme dans beaucoup de luttes, une multitude de questions affleurent face à l'intransigeance patronale. Peut-on vaincre isolément ? Dans le local syndical, nous en parlerons avec les militants et délégués CGT. Unir les luttes oui.

«Ce n'est pas les journées de 24 heures qui feront céder les patrons». Une militante CGT ajoutera : «Ça devient routinier à force. Au mois de mai, je ne sais plus quelle semaine il y en a eu quatre. On ne peut quand même pas demander aux gars d'arrêter 24 heures sans arrêts.

«Un mouvement national ?

Les travailleurs ne sont pas mobilisés pour ça par les fédérations. Ça s'arrête aux discours, aux grandes phrases. Les fédérations lancent bien des journées pour la grille mais, ça s'arrête là.

Le rôle des faux communistes du PCF dans la CGT ? Laissons parler un délégué CGT : «Un vrai mouvement d'ensemble, maintenant, ils n'y ont pas intérêt. Ils risquent d'être dépassés par la base. Ils ont un programme qui n'est pas celui des travailleurs. Ça se voit bien dans les luttes. Tu prends les cheminots qui voulaient con-

tinuer, c'est net. «Ces gens-là, ils veulent bien changer de gouvernement, mais pas de système. C'est une nouvelle bourgeoisie, que ça va être, c'est tout. Le soutien que le PCF prétend apporter à cette lutte est clair. Le lendemain où les militants CGT et CFDT passaient devant le tribunal, un article dans l'«Humanité» «oublie» d'en parler mais par contre, titrera : «28 adhésions à Danzas». Il tente là, comme ailleurs, de détourner les luttes au service de son projet politique. A Danzas, c'est un échec.

FEUILLET

AVEC LES «LICENCIÉS DE DURAFOR», PRÉPARONS LE RASSEMBLEMENT DU 12 JUIN

La section CGT des Câbles de Lyon Clichy-A (92) a pris l'initiative d'un meeting le 12 juin, à la Maison du Peuple à Clichy, qui devra réunir des travailleurs de différentes entreprises qui ont été touchés ou sont touchés par la répression syndicale, dont il est clair qu'elle s'exerce sur ordre direct de Durafour, ministre du Travail.

Le Comité de Soutien aux 23 licenciés de Bourgogne-Electronique s'associe à la préparation de ce meeting auquel des ouvrières de Bourgogne-Electronique ont déjà annoncé leur intention de participer. Au moment où, pour tenter de s'opposer à la volonté des travailleurs de lui faire payer la crise, la bourgeoisie multiplie les atteintes aux libertés syndicales, visant particulièrement les syndicalistes qui se sont portés à la tête de luttes résolues contre les conséquences de la crise, la lutte pour la défense et l'extension de nos droits revêt une grande importance.

Le rassemblement du

12 juin peut être l'occasion pour les nombreux travailleurs qui aspirent à une riposte d'ensemble organisée contre la politique répressive du pouvoir, de se rencontrer, de coordonner leurs efforts, d'envisager les moyens pour que la riposte des travailleurs avec leurs organisations syndicales, soit à la hauteur des attaques dont ils sont victimes.

C'est pourquoi nous appelons les travailleurs syndiqués ou non syndiqués, les sections syndicales CGT ou CFDT, particulièrement ceux des entreprises qui ont eu ou ont affaire à la répression, ainsi que les organisations syndicales (UL, UD,...) à s'associer à l'initiative.

Prendre contact : soit auprès du Comité de Soutien à Bourgogne-Electronique - Guy Praxelle - 2, allée de l'île Marante - 92 700 COLOMBES

Soit auprès de la section CGT des Câbles de Lyon - Clichy-A : 170, quai de Clichy - 92 - Clichy

Trith-Saint Léger

USINOR RESTRUCTURE : DES MILLIERS DE LICENCIEMENTS

La direction vient de confirmer son intention de supprimer 2 000 emplois à l'usine de Trith-Saint Léger. C'est une très dure attaque de la bourgeoisie contre les travailleurs du Nord. Dans cette région de vieille implantation capitaliste, le trust Usinor a réalisé d'énormes profits depuis des dizaines d'années. Aujourd'hui, sous prétexte de restructuration, Usinor veut condamner toute la région.

Ce ne sont pas seulement les deux mille ouvriers de Trith qui vont se retrouver sans travail. Il y a une

multitude de petites boîtes de sous-traitance, d'entretien ou autres qui vont subir le contrecoup de cette impor-

tante réduction d'activité. En tout, ce sont entre cinq et six mille emplois que veut supprimer la direction d'Usinor. C'est tout le Valenciennais qu'elle veut transformer en désert.

Déjà, vers la fin de l'année 75, des bruits avaient couru avec insistance. Puis, un des hommes de la direction lâchait le morceau au cours d'une émission de radio. Les

illusions qui avaient pu courir un moment sont maintenant balayées : le 1^{er} août, les hauts-fourneaux sont arrêtés et dès le mois de juin 77, les effectifs de l'usine de Trith devront être «dégraissés» de huit cents personnes.

Dans l'immédiat, une centaine de travailleurs vont être mutés à Dunkerque et trois cent à Denain. Pour les autres, on compte sur les licenciements déguisés que sont les pré-retraites, et les «départs volontaires».

Tout cela bien sûr, c'est le plan d'Usinor ! Les travailleurs ont déjà mené des actions à la fin 75. Manifestations, blocage de l'autoroute... Ces actions, bien que positives, sont toutefois restées limitées car le PCF dans la région s'attache surtout à réclamer réunions et tables rondes plus qu'à mobiliser les travailleurs pour la lutte.

Pour empêcher Usinor de réaliser son projet, pour imposer l'emploi pour tous, pour ne pas laisser mourir le Valenciennais, il faut engager une lutte résolue. C'est ce dont les travailleurs de Trith commencent à prendre conscience, c'est ce qu'ils exprimeront dans la manifestation d'aujourd'hui.

LES 23 LICENCIÉS

DE BOURGOGNE-ÉLECTRIQUE ONT BESOIN DE NOTRE SOUTIEN FINANCIER

La section syndicale CFDT de Thomson-Levallois s'est déclarée solidaire du comité de soutien aux 23 de Bourgogne-Electronique, mercredi 2 juin. Une grande affiche a été mise dans le panneau syndical de l'usine, à côté des tracts du comité de soutien. Hier à midi, les militants de la section diffusaient ces tracts.

La section CGT est revenue sur son refus de toute action commune et ce sont les deux sections qui organisent ensemble une collecte samedi, pour le soutien des 23.

Texte d'un tract diffusé à Thomson-Levallois aujourd'hui

Après cinq semaines de grève avec occupation se terminant par un succès (250 F d'augmentation), la direction générale licencie 23 travailleurs et travailleuses, dont huit délégués CFDT et CGT, malgré son engagement écrit de ne pas prendre

de sanctions pour fait de grève («aucune sanction pour fait de grève ne sera prise» stipule le procès-verbal de fin de grève). Le licenciement de huit délégués a été refusé par l'inspecteur du travail, mais la direction a fait appel à Durafour. De ce fait, le risque de

licenciement demeure... Ils ne seraient pas les premiers à être licenciés par le ministre du travail. Quant aux quinze autres travailleurs, ils sont bel et bien licenciés sans préavis ni indemnité. Parmi ces camarades, certains sont dans une situation financière critique.

En soutenant financièrement ces camarades dans leur lutte pour la réintégration de tous, c'est aussi notre droit de grève à Levallois et dans tout le trust que nous défendons. C'est pourquoi nous vous demandons de participer massivement à la collecte qui sera faite samedi à la porte du 28 !

Levallois, le 4 juin 76

Gérard PRIVAT

Albert TESSEYRE est libre !

Hier, en fin d'après-midi, Albert Tesseyre, viticulteur emprisonné deux mois, après la fusillade, qui avait opposé, le 1^{er} mars, viticulteurs et CRS, a été libéré. Il a été aussitôt transféré à l'hôpital des Baumettes à Marseille, sa longue détention ayant considérablement détérioré son état de santé. Le ministère public a décidé de faire appel, mais les efforts de la bourgeoisie pour briser le mouvement des viticulteurs sont vains. La libération d'Albert Tesseyre est une victoire pour le Midi Viticole en lutte !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

en bref

• La Chambre de Commerce de Nantes a demandé la construction d'une centrale nucléaire et d'un terminal méthanier en Basse Loire. Pour encourager le développement industriel de la région. Quant aux risques engendrés par de telles centrales, la Chambre de Commerce n'en dit pas un mot...

JOURNÉE D'ACTION DES JOURNALISTES

L'Union Nationale des syndicats de journalistes qui regroupe la CFDT, la CGT, FO et le SNJ a annoncé une journée d'action pour le vendredi 11 juin, sur les salaires, la convention collective et les effectifs. D'autre part, l'UNSJ attire l'attention «sur la gravité de la décision prise par la direction du Figaro et de France-Soir et se retirer de leur organisation patronale».

L'UNSJ annonce d'autre part qu'elle «poursuit ses contacts» en vue d'une «riposte unitaire».

L'incendie du boulevard Sébastopol PROVOCATION SANGLANTE ?

Dans la nuit de mercredi à jeudi, à 3 h 30 du matin, une violente explosion se produit au rez de chaussée d'un immeuble du Boulevard Sébastopol, à Paris. Un incendie se propage immédiatement dans tout l'immeuble, ravageant complètement le rez de chaussée (une agence intérimaire, la PRESTEC), et les deux premiers étages. La concierge et sa fille meurent, asphyxiées, dans leur lit. Deux autres personnes sont mortes, carbonisées. Voilà les faits : un incendie, d'origine probablement criminelle, puisqu'on a retrouvé une bouteille de camping gaz dans les débris de l'agence d'intérim.

Là-dessus, se greffent d'autres faits. Un occupant de l'immeuble voisin explique : «Je suis immédiatement descendu, il y avait déjà beaucoup de policiers sur place, et tout l'immeuble était en feu». Un autre témoin, paraît-il, aurait vu, juste avant l'explosion, deux hommes sortir de l'agence, et s'enfuir dans une R4, en plein sens interdit. On parle même d'un coup de feu. D'autre

part, quelques heures après, la police découvre, à Boulogne-Billancourt, des bouteilles de gaz, munies d'un dispositif explosif, dans une agence intérim de Renault. A ce sujet, la radio parle de «brigades révolutionnaires».

Et, une nouvelle fois, une campagne se prépare, sur la montée du terrorisme, sur l'insécurité. Des responsables de la police expliquent qu'il faut renforcer leur action. On suggère vite l'amalgame entre criminels et révolutionnaires, ce qui est parfaitement odieux à propos d'un incendie qui a provoqué la mort de quatre personnes. Mais qui donc tire les fils de tels actes ?

• Prochainement, le timbre poste va de nouveau augmenter : 1 F pour le tarif rapide, et 0,80 F pour le tarif normal. La période des vacances est considérée comme la plus probable pour la mise en application de ces hausses.

POLITIQUE

Une nouvelle charte des libertés

LES LIBERTÉS DU PS NE SONT PAS CELLES DES TRAVAILLEURS

Le PS vient de publier sa «charte des libertés», qui s'intitule «Liberté, libertés». Cette charte vient après celle du PCF, après le projet de loi présenté par la majorité, avant le manifeste de la société libérale avancée annoncé par Giscard, et alors que la commission parlementaire sur les libertés continue à entendre des personnalités. Aujourd'hui, Edmond Maire y a déclaré : «Il faut clairement poser que les droits reconnus aux travailleurs doivent l'emporter sur ceux de la propriété», comme si la loi dans une société d'exploitation pouvait être autre chose que la loi de ceux qui possèdent les moyens de production !

Alors que les atteintes aux libertés démocratiques se multiplient chaque jour, sous prétexte de «sécurité des Français», aucun travailleur ne peut se désintéresser de cette question.

Que proposent ceux qui se proclament parfois «les défenseurs des libertés» ? Comment le PS analyse-t-il ces atteintes aux libertés et compte-t-il s'y opposer ?

Pour lui, l'atteinte aux libertés démocratiques n'est pas liée à la politique d'une classe au pouvoir, mais à une sorte de «malédiction du pouvoir» : «Il y aura toujours quelqu'un pour nous représenter (...) quelqu'un - individu ou groupe d'individus - à qui nous délèguons nos pouvoirs...» «Le pouvoir n'est ni bon ni mauvais... Le pouvoir est une énergie accumulée... Sa dynami-

que propre est de se multiplier sans cesse et de se renforcer...».

D'après les idéologues du PS, il n'y a pas une classe qui utilise l'Etat pour en réprimer une autre, mais d'un côté, «le pouvoir» et de l'autre «les libertés» : «Là où les pouvoirs sont libres, ni les groupes ni les hommes ne peuvent le devenir».

Ces théories fumeuses pour masquer une réalité bien concrète : celle où le PS exclue les syndicalistes révolutionnaires de la CFDT, et le PS, s'il vient au pouvoir, défendant les intérêts de la bourgeoisie, est prêt, si besoin est, à s'attaquer aux droits démocratiques des travailleurs.

LA CORSE EN COLÈRE

(5) LUTTES DE CLASSE ET UNITÉ POPULAIRE

par Eric BREHAT

La lutte des ouvrières et des ouvriers de Roncaglia (cf. QdP du 3 juin) mettait en évidence l'importance de la construction de l'unité populaire autour des travailleurs en lutte. Les facteurs qui permettent cette unité populaire sont directement liés à la situation dans laquelle la bourgeoisie française a maintenu la Corse, à la révolte populaire contre un développement qui se fait contre les travailleurs corses, qui les oblige à l'exil. La lutte qui s'est menée à Bastos, celle que mènent les postières du central de Ghisonaccia en apportent la preuve.

BASTOS : CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCE

Avec ses 173 salariés, Job Bastos est l'une des plus grosses entreprises de Corse. La grève qui s'y est menée, du fait de sa durée (20 jours), et de la forme dure qu'elle a adoptée (occupation de l'usine à la suite d'un lock-out de la direction) a eu un retentissement sur toute l'île. C'est l'occupation et la «visite» des bureaux qu'elle a permise qui ont donné aux ouvriers de Bastos une position de force face à la direction et leur a attiré le soutien des travailleurs de Bastia. L'Union des Lycéens Corses avait organisé des collectes de soutien et envoyé une délégation aux portes de l'usine pour soutenir les grévistes. La grève a été conduite par la section CGT, en étroite liaison avec l'UD.

Pourtant, son résultat (augmentation de 1,5 %, prise en compte de l'indice CGT et participation de la direction aux cotisations de la mutuelle) semble

maigre, en regard du rapport de force établi. Un délégué CGT me disait : «On a bien pensé un moment reprendre la production, et vendre à notre propre compte, puisqu'on était les maîtres. Finalement, ça ne s'est pas fait...»

TROUVÉ DANS LES BUREAUX A BASTOS...

Dans les bureaux brusquement désertés, les ouvriers ont trouvé les bilans financiers de la boîte, d'autant plus intéressants que les projets financiers d'une manufacture de tabac sont directement contrôlés par Fourcade. Ces bilans montraient sans aucune équivoque que l'entreprise était bénéficiaire, malgré les déclarations de déficit. Ils ont trouvé aussi une lettre, du directeur commercial au directeur général, à propos d'un employé du service commercial, devenu diabétique. En voici un extrait : «Je m'attends à une attaque des délégués au sujet du cas Benazzi. Je me demande s'il ne serait pas plus astucieux de le dégouter en le gardant comme magasinier permanent au dépôt. Huit heures par jour, avec des contrôles fréquents de présence, on peut espérer qu'il ne tiendra pas longtemps à ce régime... Que pensez-vous de ma proposition un peu machiavélique ?»

Dans la mesure où la grève prenait un retentissement sur toute la Corse,

et surtout où elle commençait à mobiliser une partie du mouvement autonomiste, il semble que la direction de la CGT ait voulu en finir au plus vite. Il reste que la victoire obtenue, pour limitée qu'elle soit, a créé un précédent important. Et si au mois de juillet, les négociations salariales prévues à l'issue de la grève n'aboutissent pas, la lutte pourrait bien reprendre.

CENTRAL PTT DE GHISONACCIA : UNITÉ AVEC LES PAYSANS

«Ce qui se passe ici n'est peut-être même pas ima-



tes auxiliaires, certaines depuis 14 ans, et du jour au lendemain, nous allons nous retrouver au chômage, alors qu'aucun emploi n'est créé en Corse. Et la direction nous menace de sanctions parce que nous le refusons !»

Mme Parenti, responsable de la section CGT du central ne mache pas ses mots : les postières de Ghisonaccia ne se laisseront pas faire. «Nous ne demandons pas l'impossible, il est bien évident qu'un central automatique ne peut pas employer cinquante personnes. Mais les seuls emplois qu'on nous propose sont sur le continent, et encore, ce ne sont que des possibilités. Et pendant ce temps, il manque de personnel à la noctale. La

poste est fermée à midi et les copains y sont surchargés. Ce que nous demandons avant tout, c'est un emploi sur place, et de toute façon en Corse».

En octobre 74, lors de la lutte générale dans les PTT, la grève avait été totale pendant quinze jours. Mais le soutien n'allait pas loin. Cette fois, la première action qui s'est menée, une grève de dix-huit jours a rencontré un soutien important : pour de nombreux petits viticulteurs, dont la femme ou la fille travaille au central, leur licenciement les obligerait à abandonner la terre, accentuant ainsi le phénomène de disparition des petits viticulteurs corses. Aussi la FDSEA et l'APC (le mouvement autonomiste qui a

succédé à l'ARC) ont apporté leur soutien aux postières.

«Le soutien s'est fait dans les deux sens : quand les viticulteurs ont été occupés le Crédit Agricole, nous étions en grève mais nous leur avons laissé le téléphone, là-bas, pour qu'ils puissent mener à bien leur actions».

Et lors de la journée isula Morta du 17 mai, pour l'ouverture du procès d'Aléria, alors que l'UD-CGT n'appelait qu'à dix minutes de grève, «nous nous sommes toutes réunies, vers 10 H, et alors qu'aucun préavis n'avait été déposé, nous avons débarrayé pour toute la journée, à l'unanimité».

(à suivre)

INTERNATIONAL

LIBAN : DEVANT LES TROUPES SYRIENNES LA RESISTANCE S'ORGANISE

Suite de la une

La Syrie croyait pouvoir entrer au Liban sans trouver de résistance, se cachant derrière les mots de règlement de la situation et d'arrêt des combats. Son intervention a surpris les forces patriotiques par son ampleur, mais maintenant c'est la Syrie qui est surprise devant la résistance qui s'organise face à son intervention. A peine des avions militaires syriens ont essayé de survoler Beyrouth, qu'ils ont été attaqués par l'artillerie des forces palestiniennes.

Si une interrogation sur le

rôle de la Syrie a subsisté dans les masses libanaises après son intervention en mars, à présent, elles n'ont plus de doute. Lorsque la Syrie intervient au Liban, c'est pour aider les phalanges. Au nord, après avoir obligé les forces patriotiques de se retirer des deux villages qu'elles avaient occupés, les forces réactionnaires y pénétrèrent. Pour la Syrie, il faut que les régions habitées par les chrétiens soient contrôlées par les Phalanges et leurs alliés. Les autres régions doivent être contrôlées par les notables musulmans,

comme Karamé, premier ministre ou Moussa al-Sadr, chef religieux. C'est la meilleure façon d'organiser la partition, sous le couvert de la «défense des chrétiens».

En parole comme en acte, la France et la Syrie sont d'accord : toutes les deux parlent de «garder l'intégrité et la souveraineté du Liban». Mais en fait, la France a voulu intervenir militairement et la Syrie l'a fait. Au lieu de garder l'intégrité du Liban, la Syrie organise la partition et la France l'approuve. Une seule divergence entre les deux, c'est qui sera au Liban.

Il n'y a pas que la France qui se réjouit, il y a aussi l'Etat sioniste, comme le montrent de la manière la plus claire, les déclarations des dirigeants «israéliens».

Pour arrêter l'avancée syrienne, les responsables politiques libanais et la Résistance se sont réunis pour discuter des mesures à prendre. Un plan a été proposé : proclamation du cessez-le-

feu, retrait des troupes syriennes et négociations autour d'une table ronde. Mais les forces réactionnaires acceptent-elles ces conditions ? Elles bombardent toujours les quartiers pauvres de Beyrouth, soutenues par la Syrie.

LES DIRIGEANTS SIONISTES SE FÉLICITENT DE L'AGRESSION SYRIENNE

Pérès, le ministre de la défense «israélienne», a dit que «toute intervention israélienne à ce stade ne pourrait donc être interprétée que comme un appui à Arafat». Rabin, le chef du pouvoir, déclare : «Il n'y a aucune raison d'empêcher les Syriens de tuer les fedayin. Il n'est pas nécessaire que nous allions troubler l'armée syrienne pendant qu'elle tue des terroristes...»

L'Afrique contre la livraison d'une usine nucléaire à Prétoria

Le chef de l'Etat Malgache, faisant escale à Paris, avant de se rendre en Chine Populaire a condamné l'attitude française à sa sortie de l'Elysée : «Si l'Afrique du Sud parvient un jour à construire sa propre bombinette, tactique ou pas, s'il y a un engagement en Afrique du Sud ou en Rhodésie, un jour, et je pense malheureusement, que c'est inévitable, nous sommes aux premières loges».

A Brazzaville, le ministre congolais des affaires étrangères déclare qu'il «était loin d'imaginer que la France apporterait aussi clairement et de façon aussi spectaculaire sa caution au renforcement de l'arsenal militaire de la clique raciste et fasciste de Prétoria».

en bref

• MADAGASCAR :

Le chef de l'Etat Malgache, Didier Ratsiraka a condamné la présence des grandes puissances dans l'Océan Indien : «Nous pensons qu'un équilibre des grandes puissances dans l'Océan Indien n'est valable que s'il s'agit d'un équilibre zéro. C'est à dire pas de grande puissance du tout».

• GRÈCE :

30 personnes ont été condamnées à des peines de prison de cinq mois à deux ans, à la suite des manifestations du 25 mai dernier. Au cours de ces manifestations, la police avait tué une personne et blessé plus d'une centaine.

Palestine occupée : arrestation et pendaison

Les forces d'occupation sionistes ont arrêté près de cinquante personnes à Jérusalem pour empêcher que la population palestinienne ne se soulève à l'occasion de l'anniversaire de l'occupation du reste de la Palestine en 67.

A Ramallah, les sionistes ont pendu un Palestinien dans sa prison. Il avait été arrêté lundi dernier. La torture israélienne fonctionne bien dans les prisons de l'occupation.

SAHARA OCCIDENTAL : 20 mai 73 - 20 mai 76 : un peuple au combat

"nous offrons tout ce que nous avons"

La lutte armée s'étend aujourd'hui sur tout le territoire sahraoui. Nous avons vu hier comment elle mettait en échec l'invasion marocaine, jusque dans ces points les plus importants comme Bou Craa, où la production de phosphate est stoppée.

«D'après ce que nous savons, déclare El Ouali, les régimes marocains et mauritaniens sont là pour imposer aux deux peuples le pillage, l'exploitation de leurs richesses par l'impérialisme, et cela au prix du sang de ces deux peuples auxquels on impose l'injustice».

Nous faisons, nous actuellement, face à ces deux régimes. C'est pourquoi nous pensons à l'unité de lutte contre eux. Pour notre part, nous offrons tout ce que nous avons comme moyens, les armes, les combats communs et les bases arrières. Cette possibilité existe, il reste la volonté de l'utiliser. Nous pensons qu'elle existe, si elle ne se manifeste pas encore efficacement aujourd'hui, ce sera demain et après demain.

Nous ne sommes pas pressés, nous avons suffisamment de forces pour continuer la lutte longtemps en attendant que les autres nous rejoignent.»

Les chants, les discussions sont pleins de cette idée que les peuples du Maghreb ont un intérêt commun à voir disparaître les régimes réactionnaires, que c'est la seule

voie pour mettre en échec les visées impérialistes, le pillage et la misère qui en découlent. C'est un conflit entre deux forces : une force expansionniste, réactionnaire, l'autre une force progressiste qui veut donner aux peuples le droit de diriger leurs propres affaires, de jouir de leur liberté, de leurs richesses, de leur tranquillité. Le peuple sahraoui participe en plein du combat du Tiers Monde aujourd'hui, pour lui donner sa plus grande force.

En résistant, le Front POLISARIO a jeté un grand trouble dans les forces marocaines. Des oppositions se manifestent qui prennent des formes diverses. Dlimi, le colonel qui commandait l'invasion est critiqué très violemment, en même temps que des rumeurs de complot courent dans les couloirs du Palais. Elles ont entraîné le rappel de Dlimi à Rabat. Une autre opposition se fait jour : les soldats viennent du peuple et ils ne veulent pas se faire tuer au Sahara «Je dis une fois de plus à mes frères djounouds, déclare le soldat Benacer Mohamed, prisonnier du front, que dans cette guerre, il

n'y a qu'une catégorie de gens qui meurent. Et ce sont les fils des pauvres parce que les fils des riches que vous connaissez bien vivent dans l'aisance» «La guerre que nous faisons à nos frères sahraouis ne nous rapporte rien, déclare de son côté Yacouli Mohamed. Le Maroc est grand avec ses richesses (phosphates agricoles). Les sahraouis doivent pouvoir vivre chez eux dans leur pays et gagner leur indépendance».

Les prisonniers faits au cours de la bataille de Guelta ont appris aux combattants que les soldats avaient eu connaissance de la désertion de sept d'entre eux. Dans la garnison de Smara, on ne les critiquait pas et dans certaines discussions, ils étaient approuvés...

L'invasion du Sahara repose sur l'alliance entre Ould Dada et Hassan II qui se partagent le pays. Ould Dada, le président mauritanien, a dû faire appel aux troupes marocaines, car ses troupes ne pouvaient affronter seules la résistance sahraouie. Le Maroc en a profité pour prendre un poids de plus en plus grand en Mauritanie.

Dakhla (ex Villa Cisneros) revient en principe à la Mauritanie dans le plan du partage. «Nous avons appris ce qui s'était passé à Dakhla par les officiers.



explique un responsable de la sécurité mauritanienne qui a rejoint le Front. Les marocains occupent le port, l'aérodrome et les casernes, les mauritaniens se débrouillent avec le reste. Les marocains ont envoyé des hommes piller les magasins, suscitant un grand mécontentement.

Les mauritaniens ont voulu s'y opposer. D'où la bataille entre les deux armées. Cela a eu des conséquences partout. A Bir Moghrein, cela va de plus en plus mal entre les deux armées».

Cette garnison mauritanienne avait été occupée par le F.POLISARIO. ce sont les troupes maro-

caines qui ont réoccupé les postes, ils tiennent les trois principales entrées de la ville et l'aérodrome. Les mauritaniens sont un peu les fantassins pour l'armée marocaine : l'artillerie bombarde tandis que les troupes mauritaniennes avancent sur le terrain. Les relations allaient se détériorant. Un jour, une unité mauritanienne s'est attaquée à une jeep marocaine. Les marocains et les mauritaniens ont envoyé des renforts chacun de leur côté. La bataille a duré très longtemps ainsi. Le lendemain, j'ai vu un camion mauritanien bombardé par des avions marocains et cela s'est répété plusieurs fois. Ils disent que c'est une erreur, mais personne ne les croit vraiment».

Affaiblir la coalition maroco-mauritanienne, c'est affaiblir les deux régimes qui oppriment les deux peuples. Mais en même temps, le peuple sahraoui apporte une aide précieuse au peuple mauritanien en l'aidant à faire échec aux tentatives marocaines qui, à terme, visent aussi bien la Mauritanie que le Sahara. La Mauritanie est le maillon le plus faible de la coalition et le mécontentement grandit contre le régime qui a entraîné le pays dans une guerre qui remet en cause l'indépendance même du pays.

INTERNATIONAL

URSS :

DE NOUVELLES FORMES D'EXPLOITATION IMPÉRIALISTE

A l'occasion du XX^e Congrès du parti « communiste » d'Union Soviétique, Brejnev a indiqué, à propos des pays membres de sa « communauté économique » : « on assiste à un nivellement graduel de leur développement ». Il s'agit, selon la presse soviétique, « d'accélérer l'industrialisation des régions et secteurs arriérés ».

S'agirait-il d'une aide désintéressée fournie par Moscou à certains pays de sa zone, économiquement moins avancés ? L'exemple de la Mongolie est là pour démontrer le contraire : 100% des tracteurs, des machines agricoles et des combustibles, 70% des produits d'usage courant, y sont importés d'URSS, sans qu'aucun effort soit fait pour développer le pays sur des bases indépendantes. Au contraire, l'Union Soviétique investit là-bas dans des mines destinées à satisfaire ses propres besoins en matières premières, et les « administrateurs » des entreprises y sont nommés par Moscou.

Ce que le « nivellement » recouvre en réalité, c'est, au-delà de cette exploitation impérialiste classique, de nouvelles méthodes d'extorsion mises en place par Moscou. Quelle est, en effet, selon le parti révisionniste soviétique, la région la moins développée de sa zone d'influence ? Elle se trouve chez lui, en Sibérie !

D'où l'obligation qui est faite aux différents pays

de fournir main-d'œuvre, moyens financiers et équipements pour réaliser le « nivellement » de la Sibérie.

En 1972, ce drainage de capitaux s'est élevé à plus de 300 millions de roubles pour la construction d'un combinat de pâte à papier, fonds extorqués à la Hongrie, à l'Allemagne de l'Est et à la Pologne. En 1973, les pays Est-européens ont été contraints de partici-

per pour 100 millions de roubles à la construction du combinat d'amiante Kiembaevsk dans le Sud de l'Oural.

Mais c'est avec la construction du gazoduc d'Orébourg que cette nouvelle forme d'exploitation atteint une dimension jamais connue : long de 2 750 kilomètres de long, il est destiné à permettre l'exportation du gaz soviétique dans les pays d'Eu-

rope occidentale. La Bulgarie, l'Allemagne de l'Est, la Pologne et la Tchécoslovaquie, ont dû assumer chacune 5 à 600 kilomètres de sa construction. 20 000 travailleurs immigrés seront ainsi temporairement importés en URSS, et des capitaux importants seront investis. Ce sont, au total, 30 projets, dont la grande majorité est située sur le territoire soviétique, qui feront l'objet du « nivellement » social-impérialiste.

Cette méthode sera-t-elle étendue au Tiers Monde par Moscou ? C'est ce qu'on risque de voir se développer, à l'heure où les dirigeants soviétiques, parlant de cette partie du monde, mettent de plus en plus en avant ce qu'ils appellent « la division internationale du travail ». De ce point de vue encore, la Mongolie est un triste exemple : chacun des 14 ministères mongols a dû « établir des relations directes » avec son corres-

pondant soviétique, qui y a « envoyé son représentant plénipotentiaire » : ces administrateurs coloniaux d'un nouveau genre prennent part à « l'élaboration des plans annuels », « gèrent la production », et « arrêtent les mesures ».

YUGOSLAVIE - URSS

Brejnev a annulé son voyage en Yougoslavie. Des contradictions importantes se développent entre l'URSS et la Yougoslavie : depuis plusieurs mois, des arrestations sont opérées en Yougoslavie de groupes accusés de travailler en relation avec l'URSS, ou de personnes accusées de faire de l'espionnage à son profit. La perspective de la disparition de Tito alimente des espoirs en URSS de prendre un plus grand poids en Yougoslavie.

dans des secteurs aussi vitaux que l'électricité ou le charbon. Avec de tels agissements, le social-impérialisme aura de plus en plus de mal à se poser en défenseur des intérêts du Tiers Monde.

(d'après l'agence Chine Nouvelle)

● ROUMANIE-URSS :

De nombreux livres et articles paraissent actuellement en URSS, en Hongrie et en Bulgarie, remettant en cause les droits historiques de la Roumanie sur la plus grande partie de son territoire. « Nous défendrons chaque parcelle de notre territoire », déclare un officiel roumain devant cet afflux de propagande. La Roumanie, bien que faisant partie du pacte de Varsovie a interdit toute installation soviétique sur son territoire et a refusé de participer à un quelconque degré à l'invasion de la Tchécoslovaquie.

LES TRANSFORMATIONS DE L'AGRICULTURE SOVIÉTIQUE

Le Comité Central du Parti d'Union Soviétique vient de décider d'impulser l'association des fermes d'Etat et des fermes coopératives (kholkoz), dans le but d'éliminer ces derniers progressivement. C'est une réponse à la situation catastrophique de l'agriculture soviétique. Selon le Comité Central, le projet est de créer de grandes entreprises de type industriel pour la fabrication de produits variés pour leur stockage et leur traitement primaire. Par ailleurs, la spécialisation doit accompagner cette réforme. Il s'agit de créer de grands trusts agricoles à la tête desquels se trouveront les dirigeants de kolkhozes et de sovkhos actuels, qui décident, orientent et la production et empochent les plus grosses parts des revenus.

Argentine

ASSASSINAT DU GÉNÉRAL TORRÈS, EX-PRÉSIDENT DE BOLIVIE

La vague d'assassinats de réfugiés et militants politiques qui ne cesse de croître depuis le coup d'Etat du 23 mars dernier vient de faire une nouvelle victime, le général Torres. Il avait été enlevé mardi dernier, et son corps vient d'être découvert, criblé de balles. Aujourd'hui, une vaste coopération est établie entre la police argentine, parallèle ou non, et les polices des dictatures gorilles d'Amérique Latine qui traquent les réfugiés. Le général Torres, qui avait été renversé par le coup d'Etat de Banzer, représentait dans une certaine mesure une tendance nationaliste, et relativement libérale en Bolivie.

LES RÉFUGIÉS POLITIQUES : SAUVAGNARGUES JOUE A PONCE PILATE

La situation tragique des réfugiés latino-américains en Argentine, pris dans une véritable souricière commence à susciter quelques prises de position dans les milieux bour-

geois : Max Lejeune, député réformateur, qui souligne que « le droit d'asile est systématiquement bafoué » a déclaré : « Il serait souhaitable que l'ambassade de France à Buenos Aires accueille les personnes qui chercheraient à s'y réfugier ».

Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, a répondu en jouant aux Ponce Pilate. Alors que nous savons, par des témoignages directs, que les dizaines de réfugiés cherchent désespérément à pénétrer dans les ambassades et que celles-ci restent close, il déclare cyniquement : « Quant à la tradition latino-américaine de l'asile dans les ambassades, elle ne résulte pas du droit international. Cette tradition semble en voie de disparition ». Il ajoute

qu'il n'a pas entendu parler de demandes d'asile à l'ambassade de France à Buenos Aires.

D'autre part, à propos de la situation en Argentine, il met dos à dos le terrorisme et les mesures de répression du gouvernement !

En réalité, ces efforts maladroits pour masquer le caractère fasciste de la dictature argentine, sont un premier aveu, qui succédant au silence approbateur de la bourgeoisie française sur le « rétablissement de l'ordre en Argentine », en dit long sur les crimes des Videla et autres généraux. Il faut intensifier la lutte pour que l'impérialisme français soit obligé de concéder ce qu'il refuse aujourd'hui : le droit d'asile.

JUAN CARLOS A WASHINGTON :

DÉMOCRATIE ET « COMPROMIS HISTORIQUE »

Pour son premier voyage officiel, hors d'Espagne, Juan Carlos a reçu de l'impérialisme américain un satisfecit pour sa « conduite sage et habile au cours de ces 6 derniers mois ». L'impérialisme US qui contrôle une grande partie de l'économie espagnole, et qui a été un fidèle soutien du fascisme depuis 40 ans, sans lequel celui-ci n'aurait pas pu se maintenir, trouve satisfaisant le franquisme sans Franco. Cependant, il commence à nourrir quelque inquiétude sur la ra-

dicalisation politique croissante du mouvement des masses et il a discrètement suggéré le mois dernier qu'il fallait se décider à passer aux réformes. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter les déclarations de Juan Carlos qui veut s'inspirer de « principes démocratiques » et qui veut assurer à tout Espagnol « le champ libre pour une participation politique sans discrimination d'aucune sorte ».

Cette petite précision qui semble lever toute ex-

clusive, faite à l'heure où Fraga, ministre de l'intérieur propose à l'opposition démocratique « un pacte fondamental avec le gouvernement » s'applique-t-elle aussi au parti révisionniste ? En tout cas, la formule de « compromis historique » - à l'italienne ? - proposée par Fraga et les thèses de la Coordination Démocratique sur la rupture pactée avec les secteurs libéraux du régime, laisse à penser que la légalisation du parti révisionniste est une question ouverte.

● A l'image de son homologue français le parti révisionniste japonais abandonne la notion de « dictature du prolétariat ». Par la même occasion le comité central qui vient de prendre cette décision remplace dans les statuts l'expression « mar-

xisme-léninisme » par celle de « socialisme scientifique » : la visite de Marchais au Japon en avril dernier avait déjà montré une large concordance de vue entre les deux partis, cette décision ne peut guère que renforcer leurs liens.

en bref

● USA-TIERS MONDE

Les Etats Unis ont violemment réagi au vote des pays du Tiers Monde. Un communiqué demande que les propositions US soient accueillies avec le même respect et attention que ceux qui portent les Etats Unis aux propositions du Tiers Monde... Cela n'augure pas bien de la suite du dialogue, les Etats Unis dont le rôle est si important n'entendent pas quand ils font des efforts majeurs pour coopérer que leurs propositions soient rejetées par des majorités accidentelles. Amertume et menace. C'est ce que le résultat de la CNUCED inspire aux USA. La majorité qui a repoussé le projet américain n'est pas accidentelle. Elle se renforcera sans cesse : c'est le Tiers-Monde uni.

● GRANDE BRETAGNE

La livre sterling est à son cours le plus bas jamais atteint. Le plan d'austérité mis en place par le gouvernement travailliste va se doubler d'une forte hausse des prix. Pendant ce temps, les spéculateurs se remplissent les poches : le franc suisse vaut actuellement 2 F français.

A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES ! -16-

RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE DU BATIMENT :

LE LOGEMENT A LA CHAÎNE

Au cours de l'enquête, nous avons vu que la bourgeoisie considérait la question du logement sous différents aspects : fournir le minimum de logement vital aux travailleurs, promouvoir son modèle de consommation... Nous voyons aujourd'hui les plans de la bourgeoisie, pour transformer l'industrie du bâtiment avec toutes les conséquences pour les travailleurs.

UN SECTEUR «RETARDAIRE»...

Jusqu'à une période récente, la structure de l'industrie du bâtiment ne correspondait plus du tout aux besoins de l'économie capitaliste.

On y trouvait encore une multitude de petites entreprises, voire d'artisans, surtout dans ce qu'on appelle le «second œuvre» (plomberie, chauffage, électricité, plâtrerie, peinture, menuiserie...) mais aussi dans le «gros œuvre» (maçonnerie). En 1974, 1% seulement des entreprises employaient plus de 500 salariés, alors que 88% employaient de 1 à 5 salariés.

ENCORE UNE FORTE PROPORTION D'OUVRIERS QUALIFIÉS

Aujourd'hui encore, la proportion d'emplois qualifiés, dans ces entreprises est bien plus importante que dans d'autres secteurs. 35% seulement des ouvriers sont O.S. ou manoeuvres. Voilà une situation que la bourgeoisie capitaliste ne pouvait faire durer longtemps.

DE NOUVELLES TECHNIQUES UTILISÉES POUR RENFORCER L'EXPLOITATION DES OUVRIERS DU BATIMENT

Augmenter les emplois non qualifiés, augmenter les cadences, ce sont les tendances actuelles. Déjà, la pratique généralisée du travail à la tâche, visé depuis longtemps à augmenter la journée de travail, à diviser les travailleurs entre eux.

LES POSEURS DE CLOISONS

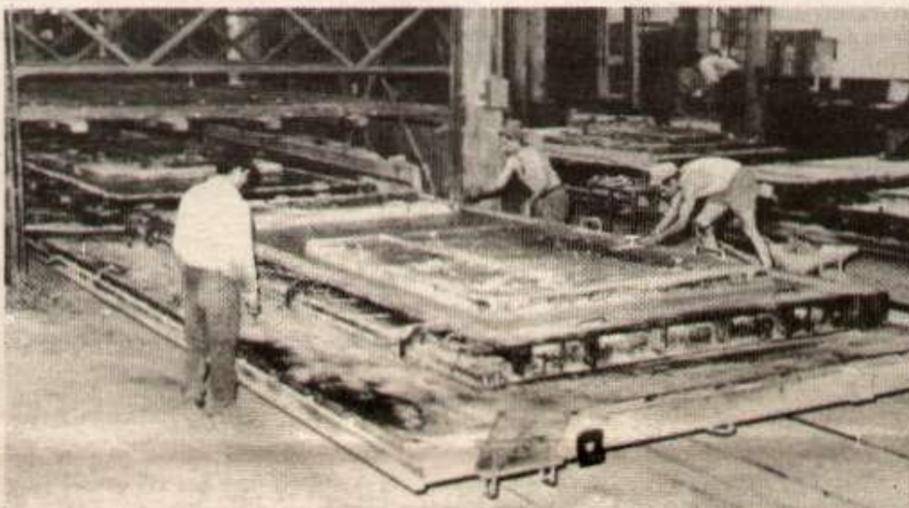
Prenons le cas des poseurs de cloisons légères, préfabriquées (les fameuses cloisons en carton-pâte) très souvent payés à l'étage : ils ne touchent leur paye qu'une fois l'étage entièrement terminé, cloisons posées, joints faits, et ce sont souvent 2 ou 3 ouvriers différents qui font le tracé, puis la pose, puis les joints, qui doivent attendre que les sols soient terminés avant d'attaquer leur étage, et pendant ce temps, ils ne sont pas payés, si bien que, quand le chantier a du retard, ils travaillent quelquefois jour et nuit pour pouvoir toucher leur paye...

Quant aux nouvelles techniques, «l'industrialisation» du bâtiment, elles se traduisent principalement par une déqualification et une augmentation des cadences. Aujourd'hui tous les grands chantiers sont

construits en éléments de béton armé préfabriqués en usine sur des chaînes de préfabrication où le travail ressemble de plus en plus à celui des grands bagnes capitalistes de

CONTROLLER TOUT LE PROCESSUS DE «A» A «Z»

Cette concentration ne concerne pas que la taille des entreprises, mais aussi leur domaine d'intervention. Ces grandes entreprises contrôlent tout le processus de A à Z, par le groupe financier auquel elles appartiennent et qui contrôle des entreprises



Travail à la chaîne : des logements qu'on fabrique comme des voitures

l'automobile : sur le moule qui avance, chaque travailleur pose les ferrailles, les menuiseries, les tubes électriques incorporés....

Autre forme d'exploitation qui prend de plus en plus d'importance, la «mobilité de l'emploi», comme disent les patrons, avec la pratique de l'embauche pour la durée d'un chantier qui prend des proportions dramatiques avec la taille des chantiers actuels : à Fos sur mer, à la fin de chaque tranche de constructeurs, c'étaient plusieurs milliers d'ouvriers qui se retrouvaient sans travail.

LIQUIDATION DES PETITES ENTREPRISES

Il s'agit pour la bourgeoisie de liquider les nombreuses petites entre-

prises du second œuvre et même des bureaux d'études et des promoteurs, ce qui permet d'orienter les projets dans le sens le plus favorable aux entreprises du groupe. Soit par la pratique de l'entreprise principale, entreprise unique qui passe le marché de la construction du bâtiment de A à Z puis sous-traite en imposant ses conditions. La même concentration existe dans le secteur de fabrication des matériaux pour le bâtiment : Ciments-Lafarge, St Gobain dans tout le secteur vitrerie, isolation. (Voir encart)

L'INTERVENTION DE L'ETAT

Tout ce processus est le résultat de différentes interventions de l'appareil d'Etat. L'Etat est aujourd'hui le principal client de l'industrie du bâtiment : logement par l'intermédiaire des HLM, groupes scolaires. Il fournit ainsi des marchés importants, plusieurs milliers de logements identiques sur une même ville nouvelle, sur une ZUP... Il y a quelques années, il avait ainsi offert un marché de 15.000 logements répartis dans toute la France à une même entreprise (Stribide). C'est un des objectifs de la politique des modèles (concours ouvert à des équipes de plusieurs entreprises et dont la clé est un marché de plusieurs milliers de logements). En imposant des marchés de telle importance, avec des prix limités (prix pla-

fonds), l'Etat favorise ainsi les entreprises à haute productivité. L'Etat intervient également en imposant des prestations que seuls peuvent fournir, dans le cadre des prix imposés, tel ou tel groupe industriel.

La restructuration du bâtiment pour une meilleure productivité est en bonne main grâce à la politique du logement de l'Etat capitaliste, et principalement de logement dit

social. Ceci au détriment des travailleurs du bâtiment qui en subissent les conséquences avec la surexploitation, le chômage et la déqualification. Mais aussi au logement des travailleurs, car seul le profit des entreprises capitalistes compte. Pour-

tant, toutes ces innovations techniques, la préfabrication, les nouveaux matériaux isolants... pourraient être utilisés pour l'amélioration des logements, mais dans une société où la loi ne serait pas le profit mais les besoins des masses.

LE MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET St GOBAIN

Ces dernières années, le ministre de l'Équipement a lancé une grande campagne en faveur du chauffage électrique. Cette campagne ayant rejoint bien entendu les préoccupations d'EDF, mais elle a une autre conséquence. Qui dit chauffage électrique, dit isolation nécessairement renforcée (sinon le chauffage électrique reviendrait bien trop cher). Or, l'isolation, c'est la laine de verre, produit dont St Gobain détient le monopole, c'est aussi le double vitrage qui est un des atouts commerciaux de St Gobain. A la même époque, le ministre de l'Équipement offrait également des subventions pour le renforcement de l'isolation. St Gobain s'est alors mis à fabriquer des fenêtres tout équipées qui ont arraché plusieurs marchés importants, au détriment des menuiseries traditionnelles, à tel point que plusieurs entreprises de menuiseries industrielles ont fait faillite...

TROIS MORTS PAR JOUR

Le BTP a le triste privilège de battre tous les records en matière d'accidents du travail. Plus de 300.000 accidents par an recensés, trois morts par jour. Les ouvriers du bâtiment représentent 15% de la classe ouvrière de France, ils subissent 30% des accidents et environ 40% des accidents mortels. Autant dire qu'un ouvrier du bâtiment court deux fois plus de risque que dans les autres industries. De 1960 à 1970, le nombre d'ouvriers tués dans le bâtiment est passé de 700 à 900, soit une augmentation de 30%.

Si les accidents du travail sont aussi nombreux dans le bâtiment cela ne doit rien au hasard ou à la fatalité. L'industrie du bâtiment n'est pas dangereuse en soi. Le taux élevé d'accidents est la conséquence directe de l'augmentation des cadences et de l'allongement de la journée de travail. En 1965, il fallait 3.000 heures pour faire un F3, ce temps était réduit à 700 heures en 73. La durée de la semaine de travail n'a pas de limites, elle varie entre 50 et 70 heures.

A cela s'ajoute le mépris total des règles de sécurité par les patrons du bâtiment, la très officielle «Inspection des Affaires Sociales» reconnaissait que «les 2/3 des

accidents mortels pourraient être évités en respectant les règles de sécurité».

Le système du travail à la tâche incite les travailleurs eux-mêmes à prendre des risques pour améliorer leur salaire de base très souvent dérisoire. Comme nous le dit

un ouvrier : «Avec le salaire à la tâche, plus d'échafaudage, un malheureux bastiaing et c'est tout. On voit les gars monter sur un madrier sans aucun garde-corps. C'est impensable et pourtant c'est comme ça ! S'ils veulent pouvoir faire vivre leur famille».

LES MORTS DE ROISSY

Une étude réalisée sur le chantier de l'aéroport Charles de Gaulle de Roissy révèle que, dans la seule année 71, il y eut sur un effectif moyen mensuel de 1.846 ouvriers, 3 morts, 455 accidents du travail avec arrêt totalisant 12.400 journées de travail perdues. Les principales causes d'accidents sont la manutention (25%), les chutes de plain-pied (15%), chutes de matériaux (15%)...

Pour une des entreprises chargées de gros œuvre, l'effectif au cours de l'année 71 a varié de 455 ouvriers en début d'année à 912 en fin d'année, alors que pendant ce temps il y a eu 1.040 ouvriers em-

bauchés, et 409 licenciements, soit un taux de rotation de main d'œuvre de 71%.

- La durée mensuelle du travail oscillait entre 249 heures et 260 heures pour 25 jours ouvrables.
- Le personnel était composé de 50% de Portugais, 20% d'Algériens, 10% de Marocains et 15% de Français.

- D. Garreau : «Les accidents du travail sur le chantier de l'aéroport de Roissy en France». Cette étude est citée par la revue «Place» dans son dernier numéro, pour illustrer un article très intéressant sur la «sécurité sur les chantiers».

PARMI NOS PROCHAINS REPORTAGES ET ENQUÊTES

Prochainement, dans le «Quotidien du Peuple» : «IL Y A 30 ANS, LE FRONT POPULAIRE». Etude et témoignages.

Pour que le journal en rende compte, adressez dès aujourd'hui au journal, vos souvenirs, vos témoignages, vos documents sur cette importante période de l'histoire de notre peuple : l'ampleur du mouvement de masse de l'époque, les premiers congés payés, la lutte contre le fascisme et les partis bourgeois, l'application opportuniste par le PCF de la tactique de Front Uni, les leçons qu'on en tire...

Prochainement, aussi : «A LA SORTIE DU CET, QUE FAIRE ?». Quel avenir immédiat pour les jeunes qui sortent du CET, à la recherche d'un emploi ? L'importance du chômage des jeunes. Elèves de CET, professeurs de CET, parents, adressez au Quotidien du Peuple vos témoignages sur les difficultés des jeunes dans la recherche d'un emploi, sur ce que vont être les «congs» dans ces conditions... Envoyez également les statistiques dont vous pouvez disposer.

D'avance merci.
LA RÉDACTION DU JOURNAL

«DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION!»

REBELLES

3.50F MENSUEL DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE N°3

EDITORIAL construire une puissante force révolutionnaire

AU SOMMAIRE



LUTTE

SANTÉ SECURITÉ

6f.



COMITE DE LIAISON ET D'INFORMATION SUR LA SANTÉ ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

La brochure du CLISACT (64 pages) vient de paraître. A son sommaire, les dossiers des Assises sur les accidents de travail et les maladies professionnelles, différentes études et témoignages sur la sécurité, les actions et les buts du CLISACT.

Commander-à au CLISACT : 56, rue des Guipons 94 800 Villejuif - 6 F + 2 F de port

LIRE

L'APPROFONDISSEMENT DE LA REVOLUTION SOCIALISTE EN ALBANIE

L'approfondissement de la révolution en Albanie fait l'objet du dernier numéro spécial de la revue politique et d'information «Albanie Aujourd'hui».

Petro Dode définit dans un article sur «l'autonomie et la stabilité de l'économie albanaise», les conditions actuelles de l'édification du socialisme en République Populaire Socialiste d'Albanie : «nous édifions le socialisme dans des conditions d'encercllement et de blocus impérialiste - révisionniste, d'approfondissement des contradictions et d'aggravation des crises du monde impérialiste et révisionniste. Cette situation assigne à chaque travailleur, à chaque collectif de travailleurs, à chaque organe d'Etat et de l'économie, le devoir de comprendre correctement les difficultés qui sont créées à notre Etat et à notre économie, de comprendre de façon approfondie le devoir que nous avons de travailler, de lutter et de vivre dans les conditions de l'encercllement et du blocus».

Dans ces conditions, l'avancée de la construction du socialisme a fait, en février dernier, l'objet d'une conférence nationale extra-

ordinaire, convoquée à Tirana par l'Institut des Etudes Marxistes léninistes auprès du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie. Cette conférence, dont la revue rend largement compte, avait pour objectif de préciser à partir du projet de la nouvelle constitution, les acquis du peuple albanaise dans la construction du socialisme. Ramiz Alia définit la question qui est au centre de «la lutte entre les deux lignes au sein du mouvement ouvrier international» : «savoir s'il faut faire la révolution et reconnaître la dictature du prolétariat ou bien la renier, s'il faut construire sans discontinuité la société socialiste ou restaurer le capitalisme». Le peuple albanaise s'est engagé dans la voie du renforcement de la dictature du prolétariat et de l'élargissement de la démocratie pour les masses. Arami Cela a défini ce qu'est, aujourd'hui, l'édification du socialisme en RPSA : elle s'accomplit «à travers le développement ininterrompu de la lutte de classes dans tous les secteurs, dans tous les domaines de la vie. La seule voie assurée la continuité de notre révolution, garantissant la défense et l'édification du socialisme, c'est la

lutte de la classe ouvrière et de toutes les masses laborieuses guidées par le Parti, la lutte contre les ennemis du dedans, les survivances étrangères à notre idéologie, contre les manifestations du bureaucratisme et du libéralisme, surtout dans les organes et dans l'activité de l'Etat, la lutte contre la pression continue que les impérialistes et les révisionnistes exercent sous les formes et les manières les plus diverses sur notre pays.»

Pour sa part, Foto Cami précise : «la lutte idéologique est le principal front de la lutte de classes, pour la victoire du socialisme et du communisme. Les victoires remportées dans le domaine politique et économique et la victoire complète et définitive de la voie socialiste sur la voie capitaliste ne seront garanties que lorsque la révolution aura triomphé dans le domaine idéologique». D'où la mobilisation des larges masses contre l'ennemi intérieur, «le plus dangereux de la dictature du prolétariat, surtout après la liquidation des classes exploiteuses : le bureaucratisme et le libéralisme».

Les ouvriers et les paysans albanaise se sont forgés les armes qui permettront de

combattre l'émergence, dans les organes de son pouvoir, d'une nouvelle bourgeoisie : l'élection et la révocation des organes représentatifs au sein des larges masses, l'élévation du niveau de conscience politique des membres de l'appareil d'Etat, la réduction des écarts de leurs salaires avec ceux des masses (différence aujourd'hui réduite de 1 à 2) et la participation des cadres à la production.

Ce sont là les conditions du succès et du développement de l'édification du socialisme en Albanie aujourd'hui.

Camille NOEL

On trouvera en annexe l'important Rapport à la première conférence consultative des cadres actifs du PCA présenté par Enver Hoxha en avril 42, premier bilan de l'unification des différents groupes se réclamant du marxisme léninisme en un Parti Communiste d'Albanie, le 8 novembre 1941.

«Albanie Aujourd'hui»
Mars-avril 76
2.50 F + frais de port
AAFA
42 rue La Bruyère
75009 PARIS

DANS NOTRE COURRIER

APPEL DES PAYSANS DU LARZAC POUR LA RENCONTRE DE PENTECÔTE LARZAC/LIBERTÉ

Les samedi, dimanche, lundi 5, 6, 7 juin prochains, nous organisons avec Larzac Université une série de rencontres sur le thème de la Liberté. Pour nous la liberté, cela signifie dans l'immédiat :

- Liberté de vivre au pays où nous avons choisi de rester coûte que coûte alors que tant de jeunes doivent quitter Millau et sa région par manque de travail sur place.
- Liberté d'exercer notre métier d'agriculteur, alors que partout ailleurs, et notamment dans l'Aveyron, tant de personnes doivent quitter leur terre.

(...)

Nous invitons en particulier tous ceux pour qui la liberté est l'enjeu d'une lutte : ouvriers en grève, viticulteurs, paysans menacés dans leur terre et leur travail, minorités opprimées et,

d'une façon générale, tous ceux qu'étouffent leurs conditions de vie, de travail, d'habitat, tous ceux qu'écrase un appareil d'Etat aveugle, avec ses rouages administratifs, notamment son aménagement du territoire préparée dans les bureaux parisiens au mépris des gens concernés.

Ces rencontres ont été préparées en collaboration entre nous et quelques universitaires. C'est pour nous l'occasion de faire tomber une autre barrière, celle entre universitaires et paysans, celle entre «ceux qui pensent» et «ceux qui travaillent».

Nous entrevoyons, là aussi, comme en bien d'autres domaines, ce que serait une société sans barrière entre catégories sociales. C'est aussi à cela que nous invitons à Pentecôte ceux pour lesquels le Larzac signifie Liberté.

Les paysans du Larzac

Pour tous renseignements : tel. Coulon (65) 60.23.43. Un centre d'information se tient à proximité de la route nationale, vers Millau. La coordination de la rencontre et la conférence de presse se tiennent à Montredon du Larzac. (Jean-Louis Coulon, président de Larzac Université, agriculteur à Millau, conseiller général socialiste).

Communiqués

CFDT - Union Départementale des syndicats de la Gironde

Veillez trouver ci-joint le texte que l'on nous a demandé de vous faire parvenir, pour insertion dans vos colonnes.

COMMUNIQUÉ

Par les événements de Lyon où les appelés sont utilisés pour se substituer aux éboueurs en lutte, les Comités de Soldats de la Région Bordelaise, sont confirmés dans leur critique de l'armée comme briseuse de grève, et instrument de la répression de la classe ouvrière.

Ils dénoncent cet usage de l'institution militaire qui vise à dresser les travailleurs les uns contre les autres, pour le plus grand profit de la classe bourgeoise.

Ils se déclarent solidaires de tous les soldats, qui, bravant les ordres de la hiérarchie militaire, et se ralliant aux consignes des syndicats ouvriers, tentent de boycotter une tâche qu'il réprouvent.

Le Comité de Soldats de la Région Bordelaise

Trois semaines sur l'Amérique Latine

Dans le cadre d'une animation concertée de la Ville Nouvelle de Cergy Pontoise, les MJC d'Osny, Pontoise, les Maisons de quartier des Louvrais, Marcouville, les Touleuses, les Antennes d'Accueil de Cergy Nord et Menucourt, le Centre d'Animation Culturelle, la Base de Loisirs de Cergy et le CAIM d'Eragry, organisent trois semaines d'information sur l'Amérique Latine du 21 mai au 13 juin 1976, avec la participation de France Amérique Latine.

Sont prévues des soirées théâtre, chansons, cinéma, débats, des expositions d'œuvres originales d'artistes latino-américains, photos, livres, artisanat.

Les personnes qui souhaitent participer sont invitées à se manifester auprès de la Maison pour Tous MJC Pontoise : 7, place du Petit Martroy Jardin de la Ville - tél. 464.12.04 tous les jours de 14 à 19 heures (sauf dimanche et lundi).

Maison pour tous MJC Pontoise-7, place du Petit Martroy 95 300 Pontoise

Juridique

LA PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL -4-

Nous avons vu qu'il était possible d'exercer contre l'autorisation de licenciement donnée par un inspecteur du travail un recours hiérarchique devant le ministre. Il ne faut guère se faire d'illusion sur ce recours, le ministre du travail étant bien entendu l'homme de la bourgeoisie.

On peut aussi attaquer la décision de l'inspecteur et celle du ministre devant les tribunaux administratifs. Ceux-ci ont des pouvoirs moins étendus que le ministre. Ils n'ont pas à juger les faits ni l'opportunité de la décision. Ils jugent simplement de sa légalité, c'est-à-dire de sa conformité aux textes en vigueur. Ils contrôlent aussi l'exactitude des faits invoqués, mais non leur interprétation. On peut faire appel de la décision du juge administratif devant le Conseil d'Etat, qui n'a pas plus de pouvoirs en la matière que le tribunal. On constate toutefois depuis un ou deux ans une tendance du Conseil d'Etat à élargir ses pouvoirs de contrôle en la matière (arrêt du 6 mai 1976). Ce n'est encore qu'une tendance, et l'on verra si elle se

confirmera et en faveur de qui elle jouera.

Il faut signaler que le recours hiérarchique et le recours contentieux ne sont pas suspensifs : l'acte contesté peut s'appliquer immédiatement.

Voilà donc les recours possibles en cas d'autorisation du licenciement. Ils sont nettement plus favorables au patron qu'au travailleur.

LES EFFETS DE L'ANNULATION D'UNE AUTORISATION DE LICENCIEMENT

Si l'on obtient l'annulation de l'autorisation, on se trouve dans un cas semblable au cas où le patron a licencié sans autorisation ou en passant outre à un refus d'autorisation.

Il y a à l'heure actuelle des divergences considérables au sein de l'appareil judiciaire sur les conséquences de l'annulation d'une autorisation de licenciement. La chambre sociale de la Cour de cassation estime que le patron qui a licencié avait reçu une autorisation en bonne forme, qu'il avait donc

le droit de licencier et que l'annulation ne rend pas le licenciement irrégulier. En conséquence le travailleur n'a droit ni à la réintégration, ni à des indemnités. Par contre la chambre criminelle de la Cour de Cassation estime que l'annulation de l'autorisation a enlevé tout fondement au licenciement. En conséquence le patron qui refuse de réintégrer le salarié commet un délit d'entrave. La cour d'appel de Lyon a, elle, considéré que le patron qui licencie avec l'autorisation de l'inspecteur du travail prend un risque. En effet l'autorisation n'est pas définitive : elle le devient au bout de 4 mois si le ministre n'est pas intervenu. Sinon c'est la décision du ministre qui est définitive. En conséquence ce risque se transforme en délit d'entrave si le patron refuse de réintégrer le travailleur après l'annulation de l'autorisation. On peut donc obtenir la condamnation pénale de l'employeur et la réintégration, nous verrons comment plus loin.

LE LICENCIEMENT NON AUTORISÉ

Deux cas se présentent :

soit le patron n'a pas demandé l'autorisation ou l'a demandée après le licenciement; soit il a licencié malgré un refus d'autorisation.

Dans tous ces cas, on peut obtenir la condamnation pénale de l'employeur pour délit d'entrave, tout comme dans les cas que nous avons cités plus haut.

Ce délit est assorti de deux sanctions au choix du juge : 2 000 à 10 000 F d'amende, 2 à 12 mois de prison. Le juge peut donc n'appliquer qu'une seule de ces peines, en général il choisit l'amende. Le délai pour engager les poursuites est de 3 ans. Il convient de porter plainte et de se constituer partie civile, les syndicats peuvent aussi se constituer partie civile.

Le délit est un délit continu. C'est-à-dire que tant que le patron refuse la réintégration, le délit se poursuit. Aussi le délit « se poursuit et se renouvelle, même au-delà des délais de protection prévus par la loi, aussi longtemps que l'intéressé se voit interdire la reprise de son emploi » (Cour de Cassation, 4 octobre 1973). En cas de

Travailleurs, syndicalistes, délégués, pour tout renseignement complémentaire, ou pour faire connaître votre point de vue, vos démêlés avec la justice patronale, et ainsi faire bénéficier les lecteurs du «Quotidien» de votre expérience, prenez contact par lettre ou par téléphone avec Yves Beaumont, service juridique du «Quotidien du Peuple».

délit continu, il n'y a pas de prescription de 3 ans tant que le délit se poursuit ; le délit peut être à nouveau réprimé s'il se poursuit malgré une première condamnation ; il peut être réprimé malgré une loi d'amnistie, s'il se prolonge après celle-ci.

Nous verrons dans un prochain article comment obtenir la réintégration.

(à suivre)

Yves BEAUMONT

(voir les précédents bloc-notes parus les 22 et 24 mai, et 3 juin).

VENREDI 4 JUIN

TF 1

18 h 30 - A la bonne heure
19 h 05 - Chateau espérance, feuilleton
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Am Stram Gram Au théâtre ce soir
22 h 10 - Tchaikowsky
23 h 05 - Journal

A 2

18 h 30 - Journal
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le chirurgien de Saint-Chad, feuilleton
21 h 35 - Apostrophes
22 h 45 - Journal
22 h 50 - L'arche de M' Servadac, film tchécoslovaque de K. Zeman (70)

FR 3

18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Vendredi
21 h 30 - Les grandes batailles du passé Solférino (1859)
22 h 20 - Journal
22 h 35 - Emission Alsacienne

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC.

RÉSUMÉ:

Un pêcheur a pris dans ses filets le cadavre d'un soldat gouvernemental. Il en fait avertir Tam Chan, responsable du Parti à Hon Dat.

43^{ème} ÉPISEME LES CONSEILS DE TAM CHAN

Entendant les trois coups de talon convenus, Tam Chan ouvrit la trappe. Mme Hai Thep s'accroupit à côté de lui et annonça à voix basse :

- Il vient d'arriver une étrange histoire.
- Quoi donc ?
- Ça My arrive de chez Tu Rau et me rapporte que celui-ci a pêché le corps d'un soldat noyé.
- Régulier ou garde ?
- Régulier, en treillis, avec une blessure au ventre. Nous soupçonnons qu'il s'agit de l'un des blessés emmenés par hélicoptère et jetés à la mer.

A ces mots, Tam Chan sortit sa tête de la trappe.

-Le corps est toujours chez Tu Rau ?
- OUI

Tam Chan réfléchit un moment avant de reprendre :

- C'est vrai que des hélicoptères sont venus il y a deux jours évacuer les blessés. Ce doit être l'un de ces derniers, en effet. Pour plus de sûreté, il faut s'enquérir auprès de la troupe. Questionnez de préférence les soldats de l'armée régulière. S'ils confirment, faites apporter le corps au village, le plus ostensiblement possible, de façon à bouleverser les soldats, à exciter leur indignation. Vous en profiterez pour les pousser à rejoindre la population et à démasquer les Américains et les agents de Diem. Amenez-les à protester énergiquement contre le commandement de l'opération. Le moral sapé, ils seront forcés à déguerpir.



- C'est vrai !
- Faites pour le mieux. Mais veillez à ce qu'ils ne nous l'arrachent pas des mains.
- J'y veillerai. A propos, je les ai rencontrés sur la route en train d'aller emmurer la grotte. Il paraît que le commandant dirige lui-même l'opération.
- Consacrez-vous entièrement à l'autre affaire. La grotte n'est pas facile à emmurer. Et puis, si la lutte éclate au bon moment, il sera rappelé en vitesse, tout commandant qu'il est.

Alors que le commandant fait murer la grotte, arrive le sous-lieutenant Sanh.

- Mon commandant, fit-il en soufflant. Les soldats se mutinent, la situation est critique !
- Quoi ? Quoi ? Qu'est-ce que vous dites ?
- Mon commandant...
- Déballe vite !
- La population a ramené de la mer le cadavre d'un soldat.
- D'un soldat ?

-Oui, mon commandant. Des troupes régulières. On le porte en long et en large dans le village. Nos hommes sont venus voir et ceux de la 3^{ème} compagnie ont identifié le mort comme le soldat Sau Hon. Ils s'étonnent de ce que celui-ci, évacué avant-hier par hélicoptère, soit trouvé noyé dans la mer. Ils font un tapage de tous les diables, affirmant que tous les blessés ont été volontairement jetés dans la mer.

Le commandant pâlit.

- Avez-vous vu le cadavre ? Est-ce bien le nommé Hon de la 3^{ème} compagnie ?
- Je l'ai vu de mes propres yeux. C'est bien lui. Sang jeta un regard furtif aux alentours.
- Et la suite ? fit-il.
- La suite, c'est que la protestation a gagné toutes les autres compagnies. Chacun hurle des imprécations contre les Américains, les accusant d'avoir jeté tous les blessés par-dessus bord, sinon comment le cadavre de Hon serait-il venu s'échouer dans l'installation de pêche ?
- Dans les pêcheries ?
- Oui, mon commandant ! C'est le gardien des pêcheries qui l'a trouvé. A propos, j'oublie de vous apprendre que quatre hommes de la garde ont déserté hier soir.
- Comment, il y a encore cette histoire ?
- Comme je viens de vous le dire, ils ont disparu !
- Putain de mère !
- Mon commandant, cette histoire de Hon, c'est une catastrophe, des hommes ont incendié leur tente. D'autres jettent leurs armes dans le ruisseau et manifestent avec la population.

Le sous-lieutenant inclina son visage bouton-neux, tendit un moment l'oreille et reprit :
- Ecoutez la clameur ! C'est eux, mon commandant.

(à suivre)

OU VA L'ALLEMAGNE

LES VIEUX DÉMONS TOUJOURS PRÉSENTS !

L'HÉRITAGE HITLÉRIEN BIEN CONSERVÉ !

30 ans après l'écrasement du fascisme hitlérien, celui-ci semble encore vivant dans l'arsenal des mesures répressives mises au point par les autorités de la République Fédérale Allemande, telles que l'épuration de la fonction publique pour «délit d'opinion», la limitation des droits de la défense, les conditions de détention...

Sans doute, l'Allemagne actuelle n'est pas l'Allemagne nazie et les mesures répressives les plus virulentes ne frappent pas encore les larges masses populaires, et notamment la classe ouvrière. La social-démocratie au pouvoir compte encore largement sur un «consensus social», sur une politique de collaboration de classes qui exclue, pour le moment, dans l'exercice de la dictature bourgeoise sur le peuple, le recours massif au terrorisme ouvert.

Mais les mesures prises aujourd'hui préparent l'éventualité d'un tel recours. Et dans l'édification de l'actuel appareil répressif de l'Etat capitaliste allemand, les vieux serviteurs du nazisme ont occupé et occupent toujours une place de premier plan.

C'est que la bourgeoisie allemande considère que leur expérience de tortionnaires est, pour elle, très précieuse.

A la suite de la condamnation de BEATE KLARFELD en juin 74 qui avait tenté d'enlever KURT LISCHKA, ancien chef de la Gestapo à Paris, et sous les pressions des protestations, notamment en France, il a été révélé qu'un ancien diplomate nazi à Paris, ERNEST ACHENBACH, bloquait depuis 3 ans la ratification de l'accord franco-allemand du 2 février 71.

L'Etat allemand protège les vieux nazis

Cet accord doit permettre à la justice allemande de poursuivre les criminels nazis condamnés par contumace par des tribunaux français. Mais depuis qu'il a été ratifié finalement en février 75, la justice allemande fait traîner en longueur la procédure sous divers prétextes. La protection que l'Etat allemand accorde aux vieux nazis qui occupent toujours une place importante en son sein, n'est évidemment pas étrangère à cette attitude.

Une belle continuité dans la carrière

Willy GEIGER qui est depuis 1951 au tribunal constitutionnel fédéral,

est versé dans la chasse, aux présumés «ennemis de l'intérieur». Dans sa thèse de doctorat sur le statut des journalistes, le même GEIGER écrivait en 1941 : «La directive a éliminé d'un seul coup l'influence dominatrice, destructive pour le peuple et la culture, de la race juive dans le domaine de la presse». C'était à propos du «paragraphe aryen» qui prononçait des interdictions professionnelles contre les journalistes d'origine juive. En tant que conseiller du tribunal de grande instance de Bamberg, il participait activement aux interdictions professionnelles de rédacteurs juifs ou communistes.

Aujourd'hui, il peut de nouveau mettre en valeur ses «riches expériences». Ainsi, récemment, il a participé à une décision concernant l'étudiant Hans Michael EMPPELL auquel on refuse l'accès au stage juridique après avoir passé son premier examen d'Etat. C'est le premier cas d'une interdiction de formation, droit fondamental garanti par la constitution. Et qu'est-ce qu'on reproche à EMPPELL : d'avoir écrit une brochure qui montre l'identité des arguments de la propagande nazie contre les défenseurs des prisonniers politiques avec les arguments de la propagande actuelle contre les avocats de la RAF (Baader-Meinhof). La requête de EMPPELL contre le juge GEIGER pour cause de suspicion légitime a été rejetée par le tribunal constitutionnel le 6 avril dernier.

La vigilance anti-fasciste est un délit

Le cas de EMPPELL n'est pas un cas isolé. Toute personne qui compare la République Fédérale avec le III^{ème} Reich est poursuivie par l'Etat. Ainsi une procédure pénale pour diffamation est en cours contre Me Croissant, avocat au procès de Stammheim, pour avoir dit que le 3^{ème} sénat pénal de la Cour Suprême Fédérale se trouve dans la tradition du III^{ème} Reich en ce qui concerne les mesures d'isolation contre les membres de la RAF prises par ce tribunal et employés déjà par les nazis. Lors des déclarations de Croissant, étaient présents le juge Scharpenseel, ancien fonctionnaire dans l'administration juridique nazie, et le juge Mayer, sympathisant du NPD (parti néo fasciste). L'Etat allemand a ainsi confié la tâche de faire appliquer ses lois à des gens «chevronnés», expérimentés en matière de chasse aux communistes. Geiger, Weber-Lortsch et De Chapeaurouge ne sont que le sommet de l'iceberg. La réintégration des anciens piliers de l'administration hitlérienne s'est faite très tôt. Déjà, peu de temps après la 2^{ème} guerre mondiale et la victoire sur les fascistes allemands, les alliés et en particulier les Etats Unis favorisent cette réintégration pour reconstruire un Etat allemand. Face à la montée des luttes dans les zones d'occupation et pour éliminer dès le début les communistes de l'administration du nouvel Etat allemand, la bourgeoisie de RFA a besoin de serviteurs «sûrs» : on réintègre les plus zélés du régime fasciste. On ne pouvait trouver serviteurs plus dévoués pour la chasse aux communistes des années 50.

1961 : Adenauer décide : les anciens SS sont réintégrés dans la police et la justice

Et c'est en 1961 qu'Adenauer décide même que tous les anciens collabo-

rateurs des polices hitlériennes comme la SS pouvaient réintégrer les forces de police fédérales. Surtout les anciens instructeurs de la SS ont joué un rôle important dans l'édification de l'appareil de répression de la RFA d'aujourd'hui. Karl HELLER, le plus grand exécutif de résistants à Lyon, jouit d'une paisible retraite de sous-directeur de la Haute Ecole de Police Criminelle du Land de Hesse à Wiesbaden ; Karl-Heinz MÜLLER, chef de la Gestapo de Toulouse, où il a été condamné à mort, vient de se retirer après avoir rempli à merveille les fonctions de commissaire principal de police criminelle de Celle en Basse Saxe. Ou encore l'ancien colonel SS, Ernst EHLERS, membre de l'état-major des groupes d'extermination SS en Russie et plus tard chef de la police nazie en Belgique, est aujourd'hui juge au tribunal administratif du Land de Sleswig-Holstein. Il fait partie des magistrats responsables des enquêtes sur les candidats aux fonctions publiques.

Tous ces anciens collaborateurs et criminels de guerre nazis non seulement ne sont pas jugés, mais ils sont protégés à l'extrême par l'Etat et le gouvernement social-libéral. Le SPD a pris très tôt conscience de leur «valeur». Le professeur Sigrüst (voir QdP n° 197) nous a parlé d'une conférence du SPD et de son organisation étudiante à Stuttgart en 1961 où il a attaqué des juristes du SPD qui, à ce moment-là, organisaient un procès contre quelqu'un qui avait fait une exposition sur les crimes nazis avec du matériel de la RDA. Explications des gens du SPD : «Nous savons quelles seront les conséquences de cette exposition, les juges seront intimidés et n'oseront plus condamner les communistes». Cette tâche, ils l'ont accomplie largement sous la protection de l'Etat et notamment du SPD. Et si tous ces vieux nazis sont aujourd'hui à l'heure de la retraite, la relève est préparée. Une nouvelle génération dont les dossiers ne témoignent pas de crimes de guerre prend les leviers de commande. Educuée dans l'esprit de ses pairs ex-nazis, elle est d'autant plus dangereuse qu'elle apparaît blanche du passé fasciste.

«QUAND ILS SONT VENUS ME CHERCHER...»

POÈME DE MARTIN NIEMÖLLER

«Quand les nazis sont venus chercher les communistes, je me suis tu ;
Comme je n'étais pas communiste.
Quand ils ont emprisonné les sociaux-démocrates, je me suis tu ;
Comme je n'étais pas social-démocrate.
Quand ils ont cherché les catholiques, je n'ai pas protesté ;
Comme je n'étais pas catholique.
Quand ils sont venus me chercher, il n'y avait plus personne qui aurait pu protester.»

WEBER-LORTSCH : L'OPINION DES NAZIS SUR UN JUGE FÉDÉRAL ACTUEL

RUDOLPH WEBER LORTSCH est aujourd'hui juge au tribunal administratif fédéral et vice-président de la chambre. C'est un des magistrats responsables des enquêtes sur les candidats aux fonctions publiques. Les nazis l'appréciaient beaucoup pour ses services rendus au régime hitlérien.

Weber-Lortsch, le membre du NSDAP (Parti National Socialiste) n°3.217.735 depuis le 1/4/1933 est monté jusqu'au Oberregierungsrat (1) proposé personnellement par Himmler, comme dirigeant du département central auprès du «Dirigeant supérieur de la SS et de la police» pour la Norvège occupée.

En 1938, le jugement suivant est porté par le «suppléant du Führer» sur Weber-Lortsch.

«Entretiens Weber a participé au stage numéro 23 du «camp du Reich pour fonctionnaire» à Bad Tölz. Sans aucun doute, il approuve l'Etat national socialiste et il est clair et positif dans sa conception philosophique. De même, il fait naître l'impression qu'il tirerait les conséquences pratiques de ses conclusions...»

En effet, Weber-Lortsch a tiré les «conséquences pratiques». En tant que suppléant du président de police à Kattowitz, il a acquis «des mérites considérables dans l'édification de la nouvelle administration policière de la Silésie-Est...C'est en particulier à son initiative que remonte surtout l'arrêté du 24 octobre 1939 sur l'utilisation du pouvoir policier qui constitue depuis la base juridique essentielle de la pratique policière de la région. Au-delà de cela, par des instructions de service intérieures ainsi que par un contrôle permanent de la marche des affaires, Weber s'est efforcé avec succès d'assurer une pratique administrative tenant compte des conditions particulières de cette région.»

Tiré d'une lettre du Regierungspräsident (2) de Kattowitz le 24 février 1941.

(1) : grade de la hiérarchie administrative allemande (supérieur à Regierungsrat, inférieur à Regierungs-direktor)

(2) : chef des administrations d'un Regierungsbezirk (équivalent à un préfet).

AUX OFFICIERS NAZIS. LA «BUNDESWEHR» RECONNAISSANTE !

Au mois de mars dernier, une délégation officielle de la «Bundeswehr» (forces armées fédérales) a rendu honneur à Alfons REBANE, ancien officier de la SS commandant la «20^{ème} division de grenadiers de la SS» stationnée en Estonie, en déposant une gerbe sur sa tombe au cimetière occidental d'Augsburg en Bavière.

Le Ministère de la défense allemand : «C'est un mal-entendu»